REPUBLIQUE DU BURUNDI

MINISTERE DE L'AGRICULTURE ET DE L'ELEVAGE

RAPPORT DE LA MISSION CONJOINTE D'EVALUATION DES RECOLTES, DES APPROVISIONNEMENTS ALIMENTAIRES ET DE LA SITUATION NUTRITIONNELLE

SAISON 2011 B

TABLE DES MATIERES

TABLE DES MATIERES i
I. FAITS SAILLANTS AYANT MARQUE LA SAISON 2011 B 3
II. CONTEXTE DE L'ETUDE 5
III. APPROCHE METHODOLOGIQUE 6
IV. FACTEURS AYANT INFLUENCE LA PRODUCTION 2011 B 7
4.1 Des conditions climatiques globalement bonnes, présageant une bonne production 7
4.2 Des intrants agricoles jugés insuffisants et peu accessibles aux agriculteurs 9
4.2.1 Les semences 9
4.2.2 Les engrais chimiques et fumure organique 10
4.3 Un calendrier des semis glissant depuis un certain temps 11
4.4 La mosaïque sévère persiste et de nouvelles maladies apparaissent 11
5. PERSPECTIVES DE RECOLTES 2011B 12
5.1 Des emblavures globalement en extension 12
5.1 Estimation des productions vivrières 2011 B par groupe de cultures 13
5.2 Comparaison des productions 2011 B et 2010 B 14
5.3 Evolution de la production vivrière par habitant de 2001 B à 2011 B 15
5.4 Evolution cumulée de la population et de la production par habitant (kg EC) 16
5.5 Production des cultures industrielles 16
5.6 Elevage et pêche 17
5.6.1 Elevage 17
5.6.2 Pêche 19
6. SITUATION PREVISIONNELLE DU BILAN ALIMENTAIRE AU COURS DES SIX PROCHAINS MOIS 20
6.1 Prix des produits alimentaires 20
6.2 Bilan de l'offre et de la demande alimentaire (juillet à décembre 2011) 23
VII. DISPONIBILITE ET ACCESSIBILITE ALIMENTAIRE DES MENAGES 2011 B 25
7.1 Les moyens de subsistance et les sources de revenu 25
7.2 Estimation des stocks alimentaires 26
7.3 Les dépenses des ménages et la sécurité alimentaire 27
7.4 Consommation alimentaire des ménages et contexte d'insécurité alimentaire 28
7.5 Chocs et stratégies d'adaptation à la consommation 29
7.6 Marchés et sécurité alimentaire 30

VII. SITUATION NUTRITIONNELLE AU BURUNDI 32

VIII. ZONES A RISQUES DE PRECARITE ALIMENTAIRE ET PRINCIPALES CAUSES (2011B) 36

8.1 Communes à risque de précarité alimentaire selon les régions naturelles 36

8.2 Besoins d'assistance humanitaire 36

8.3 Réponses des intervenants 38

8.3.1 Interventions de la FAO/CAUR 38

8.3.2 Les interventions programmées par le PAM (juillet-décembre 2011) 39

9. CONCLUSIONS ET RECOMMANDATIONS 40

9.1 Conclusions 40

9.2 Recommandations 41

Annexes 43

Annexe 1 : Données des stations IGEBU, 2011B 44

Annexe 2 : Intrants distribués par la FAO/CAUR aux ménages vulnérables / foires 47

Annexe 3 : Quantités de semences accordées par la FAO/CAUR dans le cadre des multiplications 48

Annexe 4 : Communes à risque d'insécurité alimentaire par région naturelle 49

Annexe 5: Production des cultures par province 51

Annexe 6: Evolution des productions industrielles, campagnes de 2000 à 2011 53

Annexe 7 : Evolution des effectifs du bétail depuis 2003 53

Annexe 8 : Actions de repeuplement du cheptel par différents intervenants, 1er semestre 2011 53

Annexe 9 : Critères de ciblage des ménages vulnérables bénéficiaires de l'assistance agricole en 2012 A. 54

Annexe 10 : Quantités de semences et de matériel de qualité prévues par la FAO/CAUR, 2012A .. 55

Annexe 11 : Estimations et réajustement de la réponse d'assistance alimentaire par le PAM selon les régions naturelles 55

I. FAITS SAILLANTS AYANT MARQUE LA SAISON 2011 B

- ✓ Au cours de la saison 2011 B, les bonnes conditions climatiques enregistrées augurent une perspective de bonnes productions; toutefois, des cas de grêle signalés dans les provinces de Muyinga, Bujumbura, Mwaro, Cankuzo, Ruyigi et Ngo6zi ont certainement induit une réduction des productions ;
- ✓ La prolongation inhabituelle de la période pluvieuse jusqu'aux mois de juin-juillet dans certaines régions est une cause de réduction de la production attendue et les provinces de Ngozi et Bururi rapportent déjà des dégâts importants sur les cultures de saison 2011 B encore en champs (riz, haricot, patate douce et bananier principalement) ainsi que sur les cultures de saison 2011 C ;
- ✓ Il a été observé une insuffisance généralisée des intrants agricoles (semences, engrais chimiques) ainsi que des prix élevés des engrais malgré l'effort du Gouvernement pour subventionner ces produits ;
- ✓ Globalement, 70% des semis ont été effectués en temps utile et 15% des semis dits tardifs ont souffert de déficit hydrique à travers le pays ;
- ✓ L'augmentation des emblavures de certaines cultures comme le riz et le manioc, avec l'appui notamment de la FAO, du Fonds IPPTE et d'autres intervenants, a donné un coup de pouce important à la production de ces cultures au cours de la saison ;
- ✓ Malgré les efforts soutenus pour éradiquer la mosaïque sévère du manioc, il a été noté la persistance de cette maladie dans toutes les régions du pays à prédilection manioc ; de plus, l'apparition de la striure brune constitue une menace pour le manioc et risque de réduire à néant les efforts déjà déployés pour sauver cette culture ;
- ✓ Une terrible maladie (Ruhonyabitoke) est apparue sur la culture la plus répandue du pays, le bananier ; il s'agit du flétrissement bactérien BXW qui se manifeste surtout dans les régions frontalières avec la Tanzanie (Cankuzo, Muyinga, Ruyigi, Rutana, Makamba et même Bubanza); avec une maladie aussi létale, se propageant à une vitesse de 70 km par an, le Burundi est assiégé ;
- ✓ On a observé aussi une avancée significative de la moisissure blanche du haricot dans les régions du Mugamba et du Bututsi; une maladie fongique véhiculée par les sclérotes de *Sclerotinia sclerotiorum* et s'attaquant, particulièrement et avec dégâts importants, aux variétés volubiles dans ces régions ;
- ✓ Une chute drastique de la production de l'importante culture d'exportation, le café, contrairement à la production de la campagne précédente (24 000 tonnes en 2010 contre

13 000 tonnes prévues cette année) provoquera l'amenuisement de l'accès à la nourriture des ménages dépendant principalement de la vente du café ;

- ✓ La hausse généralisée des prix des produits de première nécessité influence, également à la hausse, les prix des produits alimentaires, alors qu'on observe une forte dépendance du marché pour l'alimentation du ménage moyen ;
- ✓ Un mouvement important est observé de sortie des produits alimentaires, spécialement le riz et le maïs, exportés dans les pays de la sous région (maïs vers l'Ouganda, riz vers le Rwanda, etc.); ce mouvement de sortie est exacerbé par le déficit important enregistré dans la production céréalière des pays de la corne de l'Afrique suite à la sécheresse qui y sévit ;
- ✓ *La situation nutritionnelle reste préoccupante suite à la prévalence de la malnutrition chronique qui ne cesse d'augmenter, dépassant de loin le seuil critique selon les normes de l'OMS de 40%.*

II. CONTEXTE DE L'ETUDE

Depuis la dernière évaluation des récoltes de saison B, le contexte agricole global n'a pas - ou peu - changé :

- les Burundais vivent sur une terre exigüe qui limite l'extension des superficies cultivables ; en effet, une population en pleine expansion, atteignant près de 8 500 000 d'habitants sur une superficie totale de 27 834 000 km^2 ne dégageant que (23 500 000 km^2)[1] soit 84,5% de terres agricoles ;
- une surexploitation de ces terres causant actuellement la dégradation prononcée de la plupart de ces sols ;
- de nombreux conflits fonciers naissant de l'effet combiné de l'exigüité des terres et de la démographie élevée ;
- une pauvreté des agriculteurs contraignant certains d'entre eux à renoncer à la mise en place d'une saison faute de moyens pour l'acquisition des intrants agricoles élémentaires ;
- l'insuffisance généralisée des intrants de toute nature (semences et fertilisants) ;
- la mosaïque sévère du manioc qui est loin d'être éradiquée malgré les efforts soutenus déployés par les intervenants en la matière ;
- les faibles performances du système actuel d'encadrement des agriculteurs.

A côté du contexte global qui a prévalu et qui prévaut encore, des spécificités relatives à la présente saison en évaluation se sont fait observer :

- la saison 2011 B suit une saison A fort déficitaire par suite de l'effet du phénomène La Niña qui a causé un important retard des semis et un chevauchement des deux saisons A et B ;
- un déficit de production par rapport à l'année antérieure sur l'ensemble des cultures de la saison 2011 A, avec spécifiquement 7% des légumineuses, 3% des racines et tubercules ainsi que 3% des bananes et plantain ;
- la menace de nouvelles maladies sur les cultures principales : le flétrissement bactérien du bananier (Ruhonyabitoke) BXW, la striure brune du manioc et la moisissure blanche du haricot ;
- l'adoption de mécanismes sévères d'adaptation à l'insécurité alimentaire des populations comme la réduction de la fréquence des repas quotidiens (abandon de certains repas habituels), l'endettement excessif pour l'achat des vivres ;
- la flambée des prix des denrées alimentaires de base.

[1] Ministère de l'Agriculture et de l'Elevage, dans ''Stratégie Nationale Agricole (2008-2015)''

III. APPROCHE METHODOLOGIQUE

1. Organisé par le Ministère de l'Agriculture et de l'Elevage, l'exercice d'évaluation saisonnière des récoltes est régulièrement réalisé et a lieu à chaque fin de saison A et B afin de :
    - Identifier et analyser les facteurs ayant influencé la production de la saison concernée ;
    - Evaluer les perspectives de production ainsi que le bilan alimentaire prévalant à la suite des récoltes de ladite saison ;
    - Analyser la vulnérabilité à l'insécurité alimentaire des populations ;
    - Faire le point sur la situation nutritionnelle des populations pendant et au cours de la période consécutive la récolte ;
    - Estimer les besoins éventuels d'assistance aux populations vulnérables.
2. L'évaluation des récoltes, des approvisionnements alimentaires et de la situation nutritionnelle est réalisée à travers le pays avec la collaboration active des Agences des Nations Unies (FAO, PAM, UNICEF) et des ONG œuvrant dans le domaine de la sécurité alimentaire (USAID, Food for the Hungry).
3. L'ensemble du travail est réalisé sur une période comprenant une étape de terrain pour la collecte de données primaires et secondaires, suivie de la préparation et de la présentation des résultats préliminaires au forum dit ''Groupe de Sécurité Alimentaire et Nutrition'' (GSAN). Les résultats sont rassemblés dans un rapport consolidé réunissant toutes les contributions des parties prenantes à l'étude.
4. Différentes méthodologies variant selon les intervenants sont mises en œuvre au cours de la collecte des données primaires et secondaires. La FAO utilise des fiches de collecte de données chiffrées qui sont soumises aux techniciens des DPAE ; cette approche est complétée par des interviews semi structurées auprès de personnes ressources et des informateurs clés (le Gouverneur de province, le DPAE, l'agronome et/ou l'administrateur communal), ainsi qu'auprès des ménages choisis au hasard dans leurs exploitations.
5. En tout 16 provinces, 28 communes, 56 collines et 504 ménages ont fait l'objet d'enquêtes par la FAO à travers les fiches de typologie des exploitations ; les principales données recherchées concernaient la disponibilité et l'accès aux intrants agricoles ainsi que tout autre facteur pouvant avoir influé sur le déroulement et les résultats de production de la saison 2011 B.
6. Le PAM a traité un échantillon de 658 ménages enquêtés dans 64 communes (4 communes/province et 10 ménages par commune) à l'aide d'un questionnaire-ménage monté sur PDA. Les données ainsi collectées ont été recoupées et complétées par des données qualitatives recueillies auprès des focus groups représentatifs des

communautés et respectant le genre ainsi que par d'autres données secondaires. Les principaux indicateurs analysés sont: le score de consommation alimentaire, les sources de revenus, les dépenses, les sources d'alimentation, les stratégies d'adaptation (alimentaires et non alimentaires), l'état des stocks alimentaires et des prix, la consommation et le régime alimentaire.

7. Toutes ces données ont été combinées pour en dégager les résultats présentés dans les lignes qui suivent.

IV. FACTEURS AYANT INFLUENCE LA PRODUCTION 2011 B

8. De nombreux facteurs tant endogènes qu'exogènes ont joué agissant, les uns négativement, les autres positivement, soit seuls, soit en synergie, pour aboutir au volume de production montré plus loin dans ce document. Tels sont principalement: le régime pluviométrique, les intrants agricoles, les maladies et les ravageurs des cultures.

4.1 Des conditions climatiques globalement bonnes, présageant une bonne production

9. Depuis un certain temps, les conditions climatiques sont devenues le facteur exogène le plus important et le plus décisif pour la production agricole au Burundi. C'est pourquoi, l'analyse de cette dernière passe inéluctablement par celle de la pluviométrie ayant prévalu au cours de la période végétative des cultures de la saison en évaluation.

10. Au cours de la saison 2011 B, 27 stations de l'IGEBU réparties dans tout le pays ont enregistré et fourni des données pluviométriques que la mission a compilées et groupées par région naturelle comme montré à l'annexe 1. Malheureusement, l'existence au Burundi d'une multitude de microclimats limite fortement la généralisation ou la modélisation du régime pluviométrique, même à l'échelle d'une région naturelle.

11. Globalement, le régime pluviométrique a été favorable pour les cultures de saison 2011 B, excepté dans certaines régions à pluviométrie déficitaire, dont les productions attendues connaîtront une forte réduction :
    - le Bweru où l'écart entre les relevés et la normale est resté négatif au moment de l'installation des cultures et pendant une bonne partie de la période végétative ;
    - le Kirimiro et le Buyogoma qui ont connu une succession d'épisodes de sécheresse suivis de ceux de pluies excessives au cours de tout le cycle végétatif ;
    - le Moso qui a subi une période de déficit hydrique tout au long de la saison B.

12. En effet, pour une même région naturelle, la mission a tenté un rapprochement entre les moyennes des pluies observées par les stations et celle des productions observées ou déclarées sur terrain par les responsables techniques provinciaux et communaux, ainsi

que par les agriculteurs rencontrés lors du passage de la mission dans toutes les provinces du pays. Ces deux paramètres ont été mis en corrélation avec la variation moyenne (en % 2011 B / 2010 B) des productions estimées par les DPAE au sein des provinces constitutives de la région naturelle considérée comme montré dans le tableau suivant.

Table 1: Pluviométrie et production vivrière 2011 B

Régions naturelles	Caractérisation des pluies observées	Caractérisation de la production observée	Variation moyenne (%) de la production totale estimée[2]
Bweru	médiocres	Médiocre	-4
Bugesera	très bonnes	très bonne	13
Buyenzi	bonnes	Bonne	2,5
Mugamba	très bonnes	très bonne	3
Bututsi	très bonnes	très bonne	4
Kirimiro	mauvaises	Mauvaise	0,5
Buyogoma	mauvaises	Mauvaise	1.3
Mumirwa	dnd[3]	très bonne	6.6
Buragane	mauvaises	Bonne	10
Imbo	très bonnes	Bonne	6.6
Moso	mauvaises	Mauvaise	1,3

Source : Données élaborées par la mission, juillet 2011

13. On constate une certaine corrélation entre la qualité de la pluviométrie (volume et répartition), le niveau observé des productions et le taux estimé de variation provinciale de la production, à l'exception des régions de Buragane et de l'Imbo. Cependant, il existe un biais essentiellement dû à la coexistence d'une ou plusieurs régions au sein d'une même province, dont le résultat combine faibles et fortes productions.

14. Malheureusement, la prolongation excessive de la saison pluvieuse dans certaines provinces réputées à bonnes productions aura des répercussions négatives sur les cultures de la saison B au stade de maturité et/ou de saison C déjà d'installées. En effet, des pluies torrentielles mêlées de grêle se sont abattues sur les communes Kiremba, Nyamurenza et Marangara en province de Ngozi, ainsi que sur les communes de Bururi et Burambi en province de Bururi. Les dégâts ont été enregistrés sur les cultures de riz, patate douce et bananier à Ngozi tandis que le haricot 2011 B, le manioc, la patate douce ainsi que la pomme de terre 2011 C ont sérieusement souffert en province de Bururi.

[2] Estimation provinciale et non régionale
[3] Données non disponibles

4.2 Des intrants agricoles jugés insuffisants et peu accessibles aux agriculteurs

15. La disponibilité en intrants agricoles constitue un des facteurs endogènes déterminants pour la réussite de l'installation d'une saison. Ils sont constitués essentiellement de semences, de fumure minérale et organique ainsi que de produits phytosanitaires. Leur disponibilité suppose que les différentes sources d'approvisionnement soient suffisamment pourvues de ces produits et que les agriculteurs soient capables de s'en procurer en temps utile.

4.2.1 Les semences

16. Contrairement à la saison A, peu de cultures sont mises en place en saison B compte tenu de la courte période pluvieuse restante. Les légumineuses à court cycle végétatif sont les principales cultures de saison B et le haricot en est la première composante. Ainsi, la mission se référera souvent à cette culture en ce qui concerne les semences de la saison 2011 B.

17. Le phénomène La Niña a retardé considérablement les semis et occasionné de très mauvaises productions de saison 2011 A ainsi que le chevauchement de cette dernière avec la saison 2011 B. Du coup, les semences de haricot ne pouvaient plus assurer la jonction entre les deux saisons consécutives A et B et une partie des parcelles labourées à cet effet sont restées inutilisées pour cette raison dans les régions de l'Imbo, du Moso et du Bugesera.

18. De plus, le prix des semences de haricot a augmenté au moment des semis, passant de 1000 FBU/kg en 2010 B à 1200 FBU/kg en 2011 B, alors que le pouvoir d'achat réel des agriculteurs est allé s'amenuisant avec le contexte actuel d'inflation et de flambée continue des prix.

19. L'appui par les organisations humanitaires a apporté aux ménages vulnérables une part importante de semences de haricot. En particulier, la FAO/CAUR a porté secours en intrants à 67 000 ménages vulnérables à travers le pays pour 880 tonnes de semences de haricot, 1 363,5 kg de blé et 939 kg de pomme de terre, semences accompagnées de 25 tonnes d'engrais DAP lors des foires aux semences.

20. Dans le cadre de la multiplication des semences améliorées, la FAO a mis à la disposition des cinq principaux centres semenciers du pays (Bugarama, Ruzibazi, Nyabisindu, Kajondi et Kayanza), trente neuf tonnes de semences pomme de terre de pré base. Les

parcelles mises en place sur environ vingt hectares serviront à la production de semences de base pour la saison 2012 A. Elles vont aussi servir de champ didactique pour la formation des inspecteurs phytosanitaires dans le cadre de la mise en place du système de certification des semences, appuyé par la Coopération Bilatérale Belge.

21. De plus, d'autres semences améliorées ainsi que des boutures de manioc et de patate douce ont été également fournies par la FAO avec les quantités suivantes : 6 t de haricot, 50 t d'arachide, 1,65 t de sorgho, 13 600 000 boutures de manioc et 42 500 000 boutures de patate douce. *(Annexe 3)*

4.2.2 Les engrais chimiques et fumure organique

22. Les engrais chimiques ont été disponibilisés principalement par le Département de la Fertilisation sur fonds IPPTE à hauteur de 2 329,217 tonnes de DAP, 416 tonnes d'urée, 70,175 tonnes de KCl et 454,321 tonnes de TSP (Triple Super Phosphate). Ces quantités ont été acheminées dans les DPAE au prix subventionné de 900 FBU/kg.

23. Les quantités d'engrais disponibilisées par les privés ne sont pas connues dès lors qu'il s'agit d'une activité libéralisée. Cependant, avec le prix élevé de 1 500 FBU/kg, le DAP n'est pas resté invendu chez les privés, certainement parce que le lot subventionné n'a pas été suffisant.

24. La mission déplore le fait que personne ne connaît, à l'heure actuelle, les besoins réels des agriculteurs en engrais pour chaque saison et éprouve des difficultés d'en estimer le déficit total de la saison 2011B. Cependant, il a été perçu que, suite au problème de transport de la DPAE du chef lieu de la province à la commune, les agriculteurs étaient rarement informés de l'arrivée à compte goutte des quantités chargées à bord de véhicules à faible capacité (camionnette double cabine). De sorte qu'une grande partie des engrais subventionnés étaient achetées par les commerçants locaux et étaient revendues au prix de 1 500 FBU/kg.

25. De plus, à travers les déclarations des agriculteurs, la mission constate que la quasi-totalité des sols du pays sont devenus stériles et exigent de la fumure organique pour produire. Au sein d'une exploitation, l'élevage est donc devenu la principale condition de réussite de l'agriculture burundaise. Ceci est d'autant plus vrai que même le compostage comme solution alternative donne des résultats médiocres en l'absence d'un minimum de fumier.

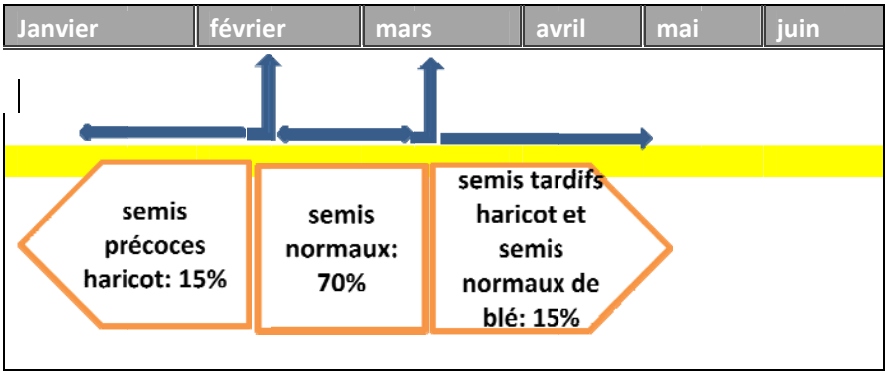
26. Comme beaucoup de ménages n'ont pas ou peu de bétail pourvoyeur de fumier, il est certain que le niveau de production restera longtemps faible s'il n'y a pas une initiative spéciale de promotion et de généralisation de l'élevage dans les exploitations du pays.

4.3 Un calendrier des semis glissant depuis un certain temps

27. Jusque récemment (probablement fin des années 1990 et début des années 2000), le calendrier cultural préconisait les semis de haricot de saisons B à partir de mi mars. Suite aux perturbations climatiques dues notamment à l'influence récurrente du phénomène El Niño, il y a eu départ précoce des pluies (mai) et glissement des semis à mi février ; de sorte que les semis effectués après mi mars sont considérés comme des semis tardifs.

28. Selon les déclarations des responsables techniques et des agriculteurs, près de 85% des semis ont été effectués en temps utile, c'est-à-dire, jusqu'à mi mars ; ceci est déjà de nature à induire de bonnes productions si les autres conditions restent favorables.

Table 2: Calendrier des semis, saison 2011 B



29. Les semis effectués avant mi-février sont des semis précoces ; ils ont souffert du déficit hydrique dans les régions du Kirimiro, Buyogoma, Moso et Bweru. Les semis effectués après mi mars sont des semis tardifs ; ils ont été frappés, les uns, d'excès de pluies, les autres, de déficit hydrique important dans presque toutes les régions du pays.

30. Dans les régions à haut potentiel de blé (Mugamba, Bututsi), les semis ont commencé fin mars et ont continué jusqu'à fin avril, début mai. Cette culture a bénéficié d'une abondance des pluies de sorte qu'il est attendu de bonnes productions.

4.4 La mosaïque sévère persiste et de nouvelles maladies apparaissent

31. Au cours de la saison 2011 B, les maladies habituellement observées sur les cultures de haricot, riz, manioc, sorgho, blé et bananier n'ont pas beaucoup fléchi malgré des efforts pour les éradiquer.

32. La persistance de la mosaïque sévère du manioc a été observée dans toutes les régions du pays malgré de grands efforts des intervenants (FAO, Fonds IPPTE, AAA, etc.) pour remplacer les boutures sensibles par des boutures résistantes. Malheureusement, il est actuellement difficile de mesurer l'impact des ces efforts ou de préciser le taux de ce remplacement à l'échelle d'une province ou d'une région. De même, il vient de s'ajouter deux autres problématiques phytosanitaires du manioc de nature à en compliquer davantage la lutte :
    - certaines variétés considérées comme résistantes manifestent actuellement des symptômes de la mosaïque (var 02-87) et d'autres variétés pourraient lui emboîter le pas;
    - l'apparition de la striure brune spécifique aux régions de basse altitude et beaucoup de variétés résistantes à la mosaïque sont, malheureusement, sensibles à la striure brune.

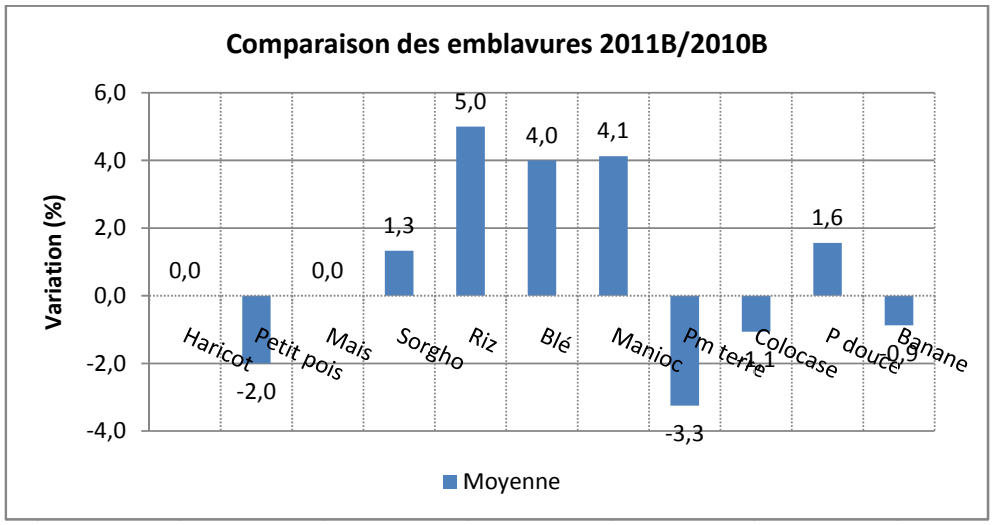
33. La mission a noté une avancée significative du flétrissement bactérien ou BXW (*Xanthomonas campestris*) du bananier, Ruhonyabitoke selon les agriculteurs. Elle est entrée récemment par la province de Cankuzo et s'est disséminée à Muyinga, Ruyigi, Rutana, Makamba et a été observée même à Bubanza. Selon les techniciens bien avisés en la matière, la maladie attaque toutes les variétés de bananiers et se propage à une vitesse de 70 km par an ; elle pourrait, par conséquent, couvrir rapidement et exterminer la bananeraie sur tout le territoire national.

34. Observée depuis la saison 2010 B, la moisissure blanche du haricot est causée très probablement par le champignon *Sclerotonia sclerotiorum et* est en train de gagner du terrain dans les régions du Mugamba et du Bututsi. Elle attaque principalement les variétés volubiles et est transmise par les semences et le sol infectés des spores du champignon. Jusqu'à présent, on constate qu'aucun champ n'a été attaqué dans sa totalité et les pertes sont estimées à environ 15% de la production du haricot.

5. PERSPECTIVES DE RECOLTES 2011B

5.1 Des emblavures globalement en extension

35. Du côté des emblavures, les céréales (sorgho, riz et blé) ainsi que le manioc et la patate douce ont augmenté en superficies grâce à un appui important de la FAO dans la disponibilisation des semences et intrants d'accompagnement, ainsi que grâce aux aménagements. A l'exception du blé, la mise en place de ces cultures s'est faite avant le démarrage effectif de la saison B proprement dite et a bénéficié de pluies abondantes au cours de leur période montaison/reprise.

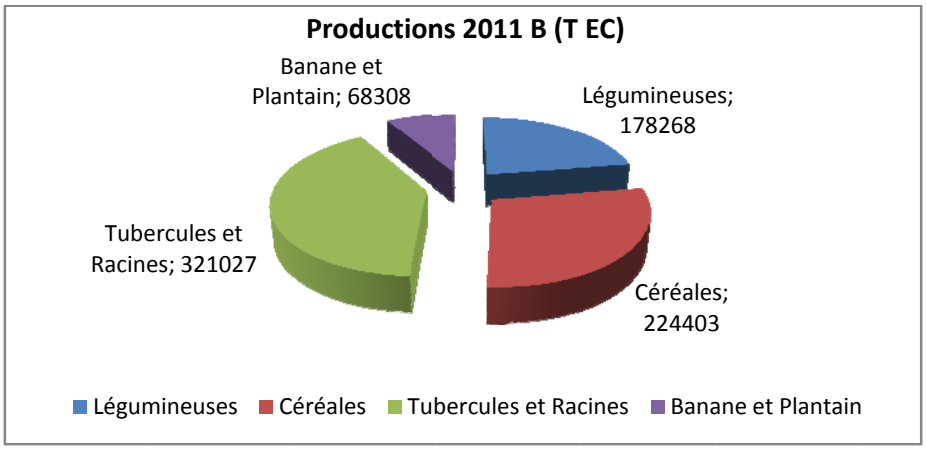


Graphe 1: Comparaison des emblavures des cultures, saison 201 B/2010 B

36. Par contre, on observe une diminution des superficies des légumineuses, de la pomme de terre, de la colocase et de la banane, suite à l'insuffisance du matériel de plantation. La mission attire l'attention en faveur de ces cultures qui risquent une pénurie spectaculaire de matériel de plantation pour l'installation prochaine de la saison 2012A.

5.1 Estimation des productions vivrières 2011 B par groupe de cultures

37. Selon les estimations de la mission conjointe de l'évaluation des récoltes de la saison 2011 B, la production vivrière totale est évaluée à 792 006 tonnes d'Equivalents céréales. Cette production comprend 178 268 tonnes de légumineuses, 224 403 tonnes de céréales, 321 027 tonnes de racines et tubercules et 68 308 tonnes de banane et plantain. De façon globale, la mission a noté une amélioration des productions au niveau des quatre groupes de cultures.



Graphe 2: Estimation des productions par groupe de cultures, saison 2011B

38. En termes d'équivalents-céréales, on constate que les racines et tubercules présentent un volume important de production, suivis par les céréales et par les légumineuses, les bananes étant les moins importantes des principaux groupes de cultures.

5.2 Comparaison des productions 2011 B et 2010 B

39. De façon globale, on constate que la production agricole de 2011 B est supérieure à celle de 2010 B, en raison principalement de l'effet des conditions climatiques favorables (pluies abondantes, réparties autour de la normale et se prolongeant au-delà du mois de mai). De plus, certaines cultures du groupe des céréales, en particulier le riz, ont bénéficié d'un appui important de la part des intervenants (la FAO) et ont vu leurs superficies considérablement augmentées au cours de la saison en évaluation.

40. Ainsi, par rapport à la production totale de 767 152 tonnes d'Equivalents Céréales obtenue en 2010 B, celle de 2011 B a connu une légère augmentation de 3 % avec une production estimée à 792 006 tonnes d'Equivalents Céréales. En considérant les variations par groupe de cultures, les céréales occupent la première place avec une augmentation de 6%, suivis par les légumineuses (3%) et 2% pour les racines et tubercules ainsi que les bananes et plantain.

Table 3: Comparaison des productions 2011 B/2010 B, par groupe de cultures

Groupes de cultures	2010B en T EC	2011B en T EC	Variation (%) 2011B/2010B
Légumineuses	172 768	178 268	3
Céréales	211 434	224 403	6
Tubercules et Racines	315 949	321 027	2
Banane et Plantain	67 001	68 308	2
Total	767 152	792 006	3

Source : Données recueillies par la mission, juin 2011

41. Pour le groupe des céréales, des augmentations sensibles de productions ont été observées sur les cultures de riz, de blé et de sorgho, exception faite du maïs qui a été touché par la grêle dans plusieurs régions hautes du pays. En particulier, en province Kirundo, on enregistre une production exceptionnelle des céréales (et même du haricot) avec un important mouvement de conservation des récoltes dans les hangars de stockage communautaire.

42. Le groupe des racines et tubercules a profité des pluies abondantes enregistrées au cours de la saison avec une amélioration de rendement au niveau du manioc (6%), malgré la persistance de la mosaïque.

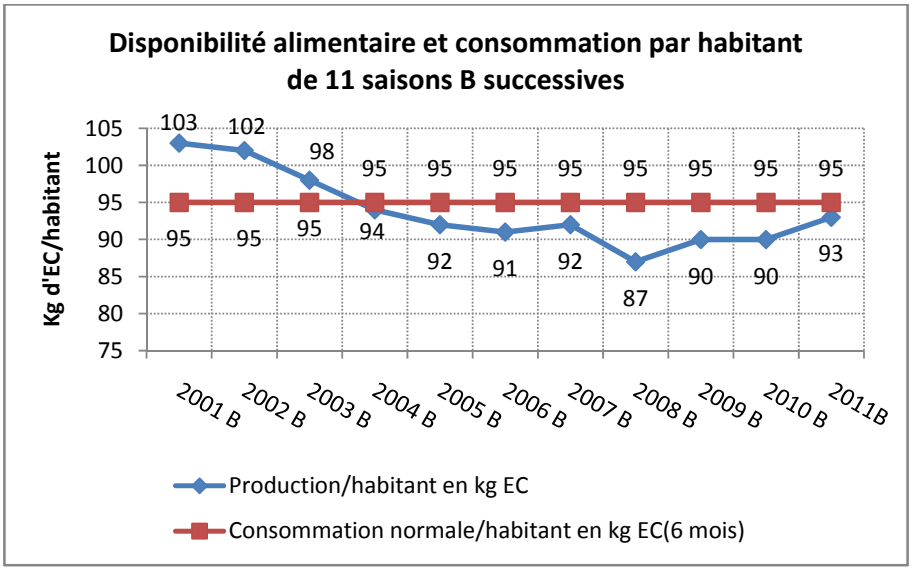
43. Les pluies abondantes ont généralement été bénéfiques au groupe de bananes et plantain malgré la menace par la maladie du flétrissement BXW observée surtout dans les provinces frontalières avec la Tanzanie ; une légère augmentation de l'ordre de 2% a été perçue par la mission.

44. De même, une légère augmentation de 3% a été observée pour le groupe des légumineuses, surtout dans les régions naturelles du Bugesera, du Mumirwa et du Bututsi. Cependant, dans cette dernière région, la moisissure blanche constitue une menace sérieuse pour la culture du haricot, en particulier du haricot volubile.

5.3 Evolution de la production vivrière par habitant de 2001 B à 2011 B

45. La production vivrière par habitant est calculée sur base des disponibilités intérieures totales, rapportées à l'effectif estimé de la population totale du pays. Ainsi, sur base de ces estimations, la production par habitant en saison 2011 B est de 93 kg/habitant, alors qu'elle était de 90 kg/habitant en 2010 B, soit une augmentation de production de 3 kg/habitant.

46. Cependant, cette légère amélioration de la production par habitant reste toujours en deçà des besoins moyens de consommation par habitant établis à 95 kg EC[4] pour une période de six mois. Elle dégage ainsi un déficit de 2 kg d'EC par habitant pour la même période à couvrir, comme le montre le graphe qui suit.



Graphe 3: Comparaison du disponible alimentaire et des besoins moyens de consommation par habitant, saisons 2001 B à 2011 B

47. Ce déficit de production par rapport aux besoins de consommation *per capita* revêt quelques biais dès lors qu'il se réfère aux besoins de consommation de personnes

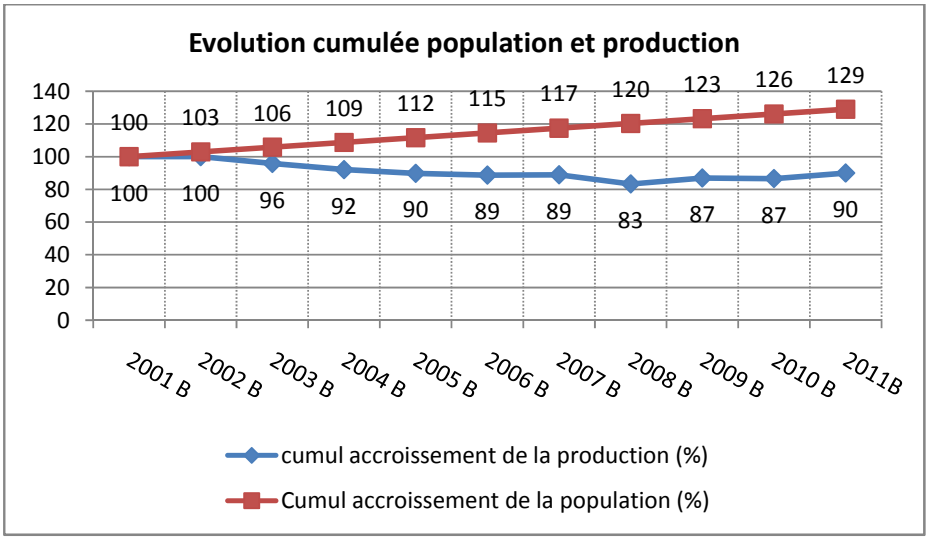
[4] Besoins alimentaires de 190 kg d'EC/habitant/an pouvant fournir 2100 kcal/habitant/jour

adultes, sans référence aux enfants, et qu'il ne tient pas compte des multiples destinations non alimentaires de la production, notamment pour satisfaire les besoins sociaux (dons, cérémonies et fêtes familiales) et servir de source de revenus pour les besoins de base (remboursement des crédits, frais scolaires et médicaux, etc.). Ces destinations sont certainement de nature à amenuiser davantage la marge de production mobilisable pour la nourriture.

48. De même, en confrontant l'accroissement de la population et celui de la production, on doit se rendre à une évidence malheureuse : un écart important se creuse au fil des saisons entre les deux variables.

5.4 Evolution cumulée de la population et de la production par habitant (kg EC)

49. En considérant l'accroissement cumulé de la population, estimé à 3% par an et celui de la production agricole qui ne cesse généralement de dégringoler au cours des 11 saisons B, on observe que les deux courbes ont une évolution inverse.



Graphe 4: Comparaison de l'évolution cumulée population et production (2001 B à 2011 B)

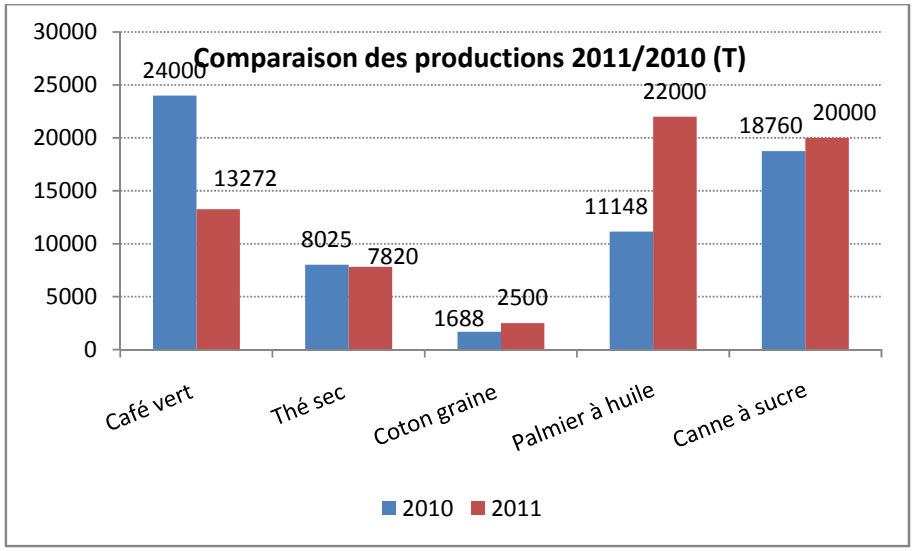
50. Par exemple, il est observé une légère amélioration de la production 2011 B par rapport à celle de 2010 B ; cependant, en termes d'accroissement cumulé prenant leur origine à un même point de 100%, toute augmentation de la production est inhibée par celle de la population et, au cours des deux saisons, on constate le même écart de 39% entre l'accroissement de la population et celui de la production.

5.5 Production des cultures industrielles

51. Au moment de la présente évaluation des récoltes, les cinq principales cultures industrielles, à savoir: le café, le thé, le coton, le palmier à huile et la canne à sucre sont

en cours de campagne. Les chiffres de productions résultent d'une projection opérée par les responsables techniques de leur filière et se réfèrent principalement aux conditions de culture ayant prévalu au cours de l'année et par rapport à celles de l'année dernière.

52. Ainsi, en comparant les chiffres de productions des campagnes 2011/2010, on observe une prévision de diminution importante pour le café vert (44,7%) et une légère diminution pour le thé sec (2,5%). Par contre, le coton graine et l'huile de palme verront leur production augmenter considérablement (respectivement de 48% et 97%) tandis que le sucre augmentera de près de 7%.



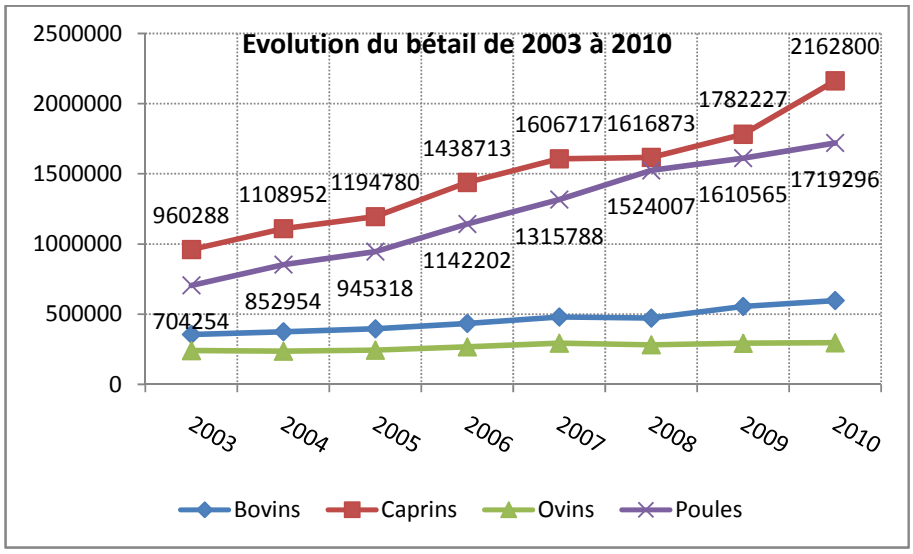
Graphe 5: Comparaison des productions des 5 principales cultures industrielles, campagne 2011/2012

53. La chute de production prévue pour le café est liée principalement au mauvais entretien des caféiers et au vieillissement du verger. Concernant le coton, la principale cause d'augmentation des productions est liée à l'introduction d'une nouvelle variété qui donne de meilleurs rendements (passant de 480 à 720 kg/ha). Le palmier à huile connaît actuellement, d'importantes extensions dans et hors périmètres (3 000 ha) de l'OHP qui sont à l'origine de l'importante augmentation des productions attendues.

5.6 Elevage et pêche

5.6.1 Elevage

54. Hormis les chiffres estimatifs des effectifs du bétail à l'échelle nationale, le pays ne dispose pas de données précises en attendant les résultats du recensement prévus dans l'enquête agricole en préparation au Ministère de l'Agriculture et de l'Elevage. Néanmoins, ces estimations ont permis d'avoir une idée sur l'évolution du cheptel, en particulier des quatre principales espèces (le bovin, le caprin, l'ovin et la volaille).



Graphe 6: Evolution des effectifs du bétail depuis 2003

55. Le graphe ci-dessus montre une allure ascendante pour les groupes des caprins et volailles, tandis que les bovins et les ovins affichent une allure stable de 2003 à 2010. Pendant cette période, les effectifs des caprins et même des volailles ont presque doublé. Les bovins ont connu une légère augmentation, alors que c'est le principal type de bétail pourvoyeur de fumier organique. Entre 2003 et 2006, on note une légère augmentation des ovins, puis une stabilisation de 2007 à 2010.

56. La tendance ascendante de la courbe d'évolution des caprins, des volailles et, marginalement, des bovins est due, non seulement à l'effet de l'accroissement naturel du cheptel, mais aussi aux actions de repeuplement initiées par des intervenants en la matière (ONG, Agences des Nations Unies, Union Européenne, etc.). Au cours de ce premier semestre de l'année 2011, différentes organisations ont contribué à cette action. Il s'agit de : la FAO, le PPCDR, le PTRPC, CONCERN, FH, PRODEMA (ex PRASAB), PARSE, IPPTE, CRS, WV, CARITAS Belgique, JRS, PAIVAB, LVIA, etc. Quelques exemples illustrant les contributions des intervenants sont donnés en annexe 8 du document.

57. Des actions d'accompagnement comme la distribution des médicaments vétérinaires, des boutures et semences fourragères ont été réalisées en faveur des bénéficiaires dits de la chaîne de solidarité communautaire.

58. Concernant le côté sanitaire, la maladie de Newcastle sur la volaille a été signalée ces derniers temps dans 9 provinces sur les 16 que compte le pays. Il s'agit de Bujumbura, Bururi, Cankuzo, Gitega, Kayanza, Makamba, Muyinga, Ngozi et Rutana. La lutte contre cette maladie fait intervenir obligatoirement une vaccination, dont la campagne a déjà démarré et le coup d'envoi a été donné le 12/07/2011 en province de Makamba, avec l'appui de l'Union Européenne.

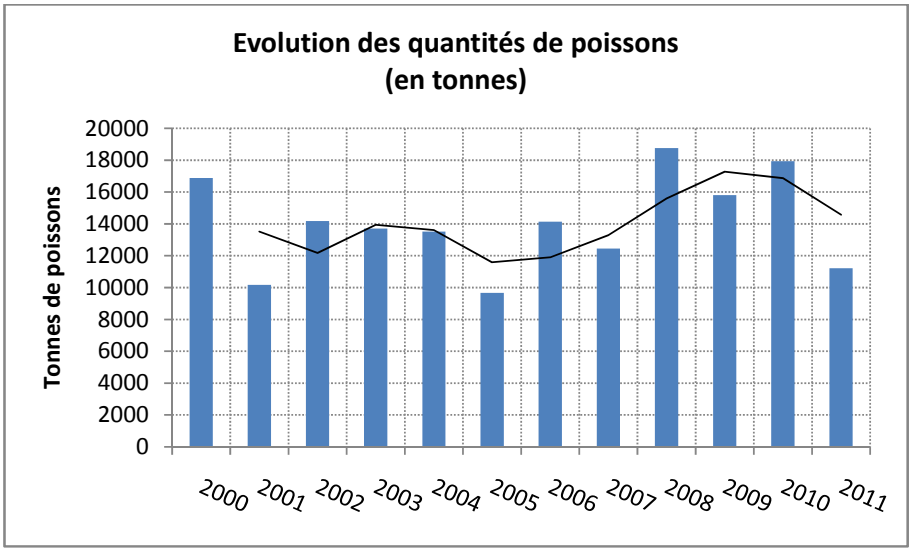
59. La dermatose nodulaire est signalée surtout dans les provinces frontalières avec la Tanzanie. La lutte contre la maladie requière également une campagne de vaccination pour laquelle les éleveurs sont déjà sensibilisés. En effet, des éleveurs des provinces de Rutana, Bururi, Mwaro et Bubanza ont réuni une contribution de 500 FBU par tête d'animal pour l'achat de vaccins à Nairobi. Cette opération a été effectuée mais avec des contraintes au niveau de l'OBR.

60. La peste porcine africaine a fait rage dans les provinces de Gitega, Muramvya, Mwaro, Bujumbura, Cibitoke, Kayanza et Ngozi, malheureusement en l'absence de toute médication ou vaccination, inefficaces pour cette maladie.

61. La fièvre aphteuse est signalée presque dans toutes les provinces par suite des mouvements importants du bétail, soit pour la transhumance, soit à destination des marchés bétail.

5.6.2 Pêche

62. Au cours des dix dernières années, on constate que la tendance de l'évolution des productions du poisson enregistrées par le Département des Pêches adopte une allure chahutée liée notamment à des restrictions officielles pour cause d'insécurité sur le Lac Tanganyika jusqu'en 2005.



Graphe 7: Evolution des productions de poissons de 2000 à 2011

63. De plus, la production du poisson sur le lac Tanganyika continue à être affectée par des facteurs de pollution des rives, de l'utilisation massive de pratiques provoquant une certaine surexploitation, ainsi que de l'absence de protection des bassins versants menaçant la salubrité du lac.

64. Sur les lacs du Nord, plus de 800 nappes de filets moustiquaires mélangés aux sennes de plages et autres filets prohibés ont été saisis et brûlés. Dans cette même province de Kirundo, une longueur de 212 km des berges des lacs a été couverte par des plantes adaptées à la protection des lieux de ponte des poissons. Environ 647 969 plants ont été installés sur ces berges.

65. Dans le cadre de l'amélioration des performances dans ce secteur, la FAO a initié et financé un projet orienté selon deux principaux axes et dans les trois provinces, Bujumbura, Bubanza et Cibitoke:
    - le renforcement de la filière dans le sens du conditionnement, de la transformation et de la commercialisation du poisson et 5 micro-entreprises ont été créées et sont fonctionnelles, du matériel et des équipements de transformation ont été fournis ainsi que des infrastructures réhabilitées pour le stockage du poisson ;
    - la participation à l'élaboration de la stratégie nationale de l'aquaculture grâce à l'appui financier et à l'appui dans la mise en œuvre de la dite stratégie.

6. SITUATION PREVISIONNELLE DU BILAN ALIMENTAIRE AU COURS DES SIX PROCHAINS MOIS

66. La connaissance des productions agricoles estimées ne suffit pas, à elle seule, encore faut-il se pencher sur l'accessibilité de cette production à la population en termes de quantité de nourriture qui est finalement l'un des éléments les plus importants de la présente évaluation. Pour cela, les prix des produits alimentaires ainsi que le bilan entre l'offre de ces produits face à la demande de ces derniers constituent la préoccupation des auteurs.

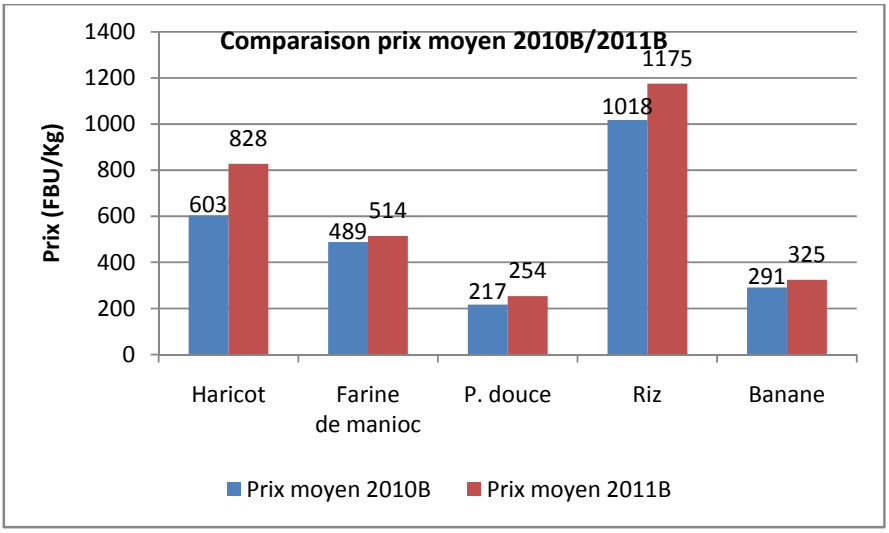
6.1 Prix des produits alimentaires

67. Les prix des produits alimentaires constituent un indicateur de leur niveau de disponibilité dès lors que, si un produit se raréfie sur le marché son prix augmente. Au contraire, le prix des denrées alimentaires doit normalement baisser en période d'abondance, en particulier au moment des récoltes.

68. Cette affirmation est valable lorsque les circuits de vente de ces produits sont libéralisés, c'est-à-dire lorsqu'ils obéissent à la loi de l'offre et de la demande sur des marchés que le producteur peut choisir librement sans ingérence des pouvoirs publics. Au Burundi, cela est une réalité pour la plupart des produits alimentaires, à l'exception du sucre et des produits BRARUDI. L'adhésion du pays à l'EAC accroîtra davantage la libéralisation des circuits économiques entre les états membres grâce à la réglementation commune qui se met, actuellement, en place.

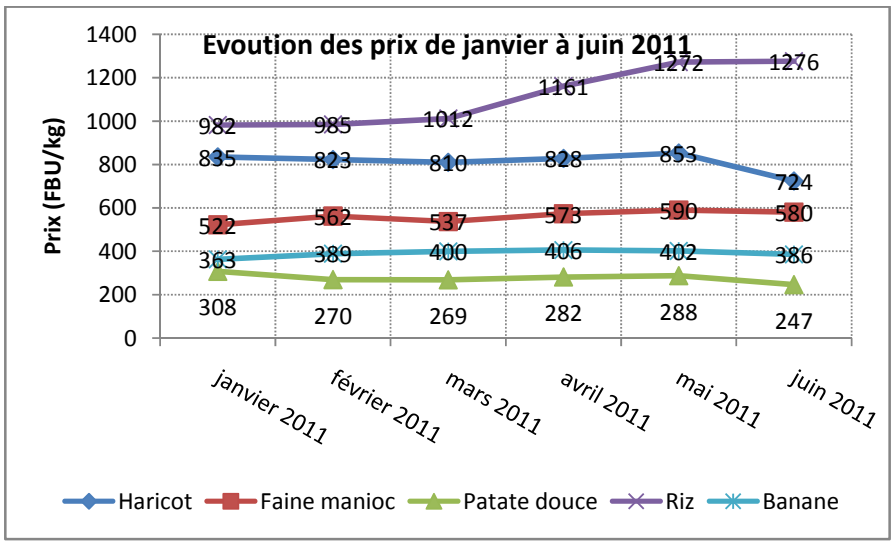
69. Au cours de la période en évaluation, on constate que les prix des principales produits alimentaires affichent une tendance à la hausse, peu importe leur niveau d'abondance. La mission s'est penchée sur les principaux produits consommés par la majeure partie de la population qui sont le haricot, la farine de manioc, la patate douce, le riz et la banane.

70. Le haricot a connu une hausse sensible de son prix moyen, atteignant +37 % ; la patate douce est en hausse de +17 %, le riz +15%, la banane + 11% et la farine de manioc +5% par rapport à la même période de 2010.



Graphe 8: Comparaison des prix moyens des principaux produits alimentaires (2011B/2010B)

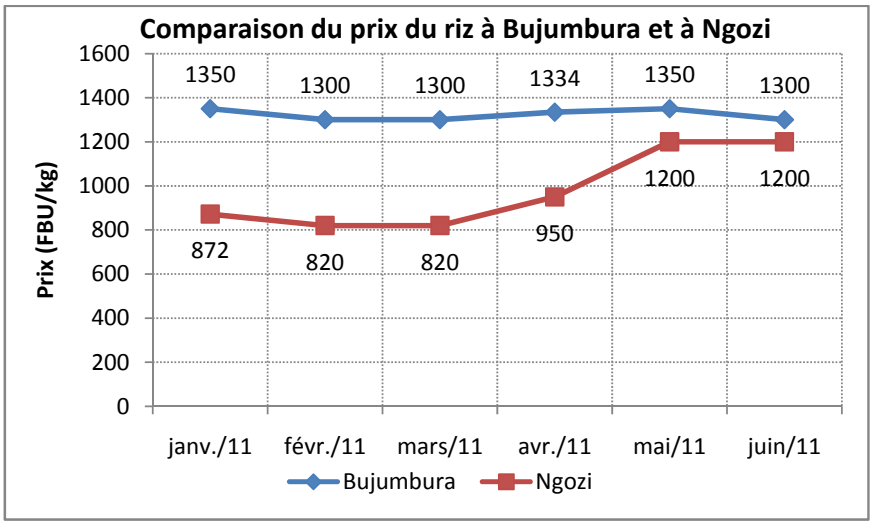
71. Le prix moyen cache certainement quelque réalité qu'on peut déceler avec l'évolution des prix de janvier à juin 2011 sur le graphe suivant.



Graphe 9: Evolution des prix des principaux produits alimentaires de janvier à juin 2011

72. On constate, en effet, que le prix des produits alimentaires connaît généralement une allure ascendante jusqu'au mois de mai, après quoi il y a fléchissement, ne fût-ce que léger, en juin, coïncidant avec la période de pleine récolte. Cependant, cette tendance baissière ne sera que de courte durée, vu les ventes intempestives soit après la récolte, soit encore sur pieds. A titre d'exemple, en province Kirundo, le prix du haricot coûtait 500 à 550 FBU par kg durant la première semaine de juin et la deuxième semaine du même mois, le prix était déjà à 600-650 FBU par kg soit une augmentation rapide de l'ordre de 20%.

73. Une exception a été constatée avec le riz qui maintient son allure ascendante, même en période de récolte. Selon les données de relevés des prix SAP/SSA, le prix du riz a continué d'augmenter de janvier à juin dans les provinces repères de Ngozi, Kirundo, Muyinga, Gitega et Ruyigi, sauf dans la province Bujumbura où il est descendu légèrement, passant de 1 350 en mai à 1 300 FBU/kg en juin (période de pleine récolte) et se présente comme décrit dans le graphe ci-après.



Graphe 10: Comparaison de l'évolution des prix du riz à Bujumbura et à Ngozi, juin 2011

74. La hausse des prix des produits alimentaires est imputable aux faibles niveaux des stocks vivriers d'une part et de la montée généralisée des prix d'autres produits de première nécessité (produits pétroliers, boissons BRARUDI, le sucre, le transport et d'autres services sociaux, etc.) et de la main d'œuvre, d'autre part.

75. Le niveau bas des stocks alimentaires est dû, non seulement à la faiblesse des productions intérieures, mais aussi à la saignée d'une partie de ces produits vers l'extérieur (exportations) ainsi qu'à la réduction des importations par suite des contraintes liées au nouveau système de taxation appliqué par l'OBR dans le cadre de l'EAC. En effet, la mission note ici des tarifs exorbitants sur les produits dits sensibles comme le sucre (100%), le riz (75%), le lait (60%) et le maïs (50%). Cependant,

la production d'un certificat d'origine – au coût de 8500 FBU- donne droit à l'exonération des produits en provenance des pays de l'EAC. Malheureusement, cette disposition n'est pas connue de la plupart des importateurs qui préfèrent renoncer carrément à l'activité d'importation.

76. Concernant les exportations, on constate une demande élevée des céréales (maïs, riz et blé) en provenance des pays de l'Afrique de l'Est qui ont été frappés par les effets du phénomène La Niña. Ce phénomène est caractérisé par une sécheresse drastique qui a provoqué des chutes importantes de production des céréales.

77. De même, une très vive alerte internationale de famine vient d'être lancée pour la région de la corne de l'Afrique (Ethiopie, Djibouti, Nord Kenya, Ouganda) de sorte qu'on peut s'attendre à une sortie massive vers les pays en besoin du peu de production enregistré au Burundi, si des mesures de rigueur ne sont pas prises. En effet, le riz et le maïs sont acheminés au Rwanda et en Ouganda, en mouvement inverse de celui enregistré traditionnellement, de la Tanzanie vers le Burundi.

6.2 Bilan de l'offre et de la demande alimentaire (juillet à décembre 2011)

78. Les variables essentielles qui permettent d'établir une situation du bilan alimentaire sont l'offre et la demande alimentaire. L'offre correspond aux disponibilités intérieures totales résultant des différentes cultures pratiquées dans le pays. Quant à la demande alimentaire, elle correspond aux besoins totaux de la population, calculée sur base des normes établies par l'OMS, soit 47 kg de céréales par an et par habitant, 52 kg de légumineuses, 230 kg de racines et tubercules et 264 kg de banne et plantain.

79. L'analyse du bilan alimentaire peut déboucher sur l'une ou l'autre des trois situations suivantes: a) équilibre entre l'offre et la demande alimentaire ; b) l'offre est supérieure à la demande alimentaire (situation excédentaire) et c) l'offre est inférieure à la demande alimentaire (situation déficitaire) ; c'est cette dernière situation qui est la fréquente au Burundi et pose des problèmes la solution est trouvée à travers l'importation commerciale et l'aide alimentaire.

80. Les disponibilités alimentaires intérieures résultent des productions vivrières de la saison et des contributions diverses. Pour la présente saison 2011 B, les disponibilités intérieures totalisent 846 000 tonnes d'Equivalents céréales. Cette disponibilité alimentaire renferme la quantité réservée à la consommation et ainsi que celle réservée aux semences (13% céréales, 18% légumineuses et 10% des tubercules-racines et banane-plantain).

81. La quantité affectée aux semences et autres usages a été estimée à 100 000 TEC et 807 800 TEC sont dévolus à la consommation alimentaire, ce qui revient à un total de 907 900 TEC estimés pour couvrir les besoins de la population au cours des six prochains mois de l'année 2011.

82. La population du Burundi, qui était estimée à 826 399 habitants au 30 juin 2010 à partir des données du Recensement Général de la population réalisé en 2008, atteint environ 8 500 000 habitants au 30 juin 2011 au taux d'accroissement annuel d'environ 3%.

83. Partant des besoins totaux estimés à 907 900 TEC, la faible disponibilité alimentaire intérieure de 846 000 TEC ne pourra pas couvrir les six derniers mois de l'année. Il se dégage ainsi un déficit global de 61 860 TEC qui pourra être probablement comblé par des importations commerciales et/ou par des aides alimentaires.

84. Dans l'hypothèse d'une importation projetée par le Gouvernement à 25 000 TEC et dans les conditions les plus optimistes, le déficit non couvert est évalué à 36 860 TEC et ne peut être trouvé que grâce aux aides alimentaires. En déduisant la contribution du PAM de 13 033 TEC prévues pour les six prochains mois, le déficit réellement non couvert devient 23 827 tonnes d'Equivalents céréales.

85. Le tableau ci-dessous montre globalement la situation du bilan de l'offre et de la demande alimentaire en saison 2011B et concerne le second semestre de l'année 2011.

Table 4: Estimation du bilan de la demande alimentaire pour la saison 2011B (en 000 T d'EC)

Désignation	Céréales	Légumineuses	Racines et tubercules	Banane et Plantain	Total
A. Disponibilité intérieure =offre (1) +(2)	**224**	**178**	**321**	**68**	**846**
Production estimée de2011B(1)	224	178	321	68	791
Contributions productions diverses (2)					55
B. Besoins totaux (demande)=(3) +(4)	**228.87**	**253.04**	**339.035**	**86.91**	**907.9**
Usages alimentaires(3)	199.75	221	306.935	80.11	807.8
Semences et autres usages(4)	29.12	32.04	32.1	6.8	100.1
C. Besoins d'importation =B-A	4.87	75.04	18.035	18.91	**61.86**
Importations commerciales prévues(5)	4.87	20.13	0	0	25
D. Besoins d'aide alimentaire=C-(5)	0	54.91	18.035	18.91	**36.86**
Besoins couverts(6)	0	13.03	0	0	13.033
E. Total déficit non couvert	0	41.87	18.035	18.91	**23.827**

Source : Données recueillies par la mission, juin 2011

Observations :

- La disponibilité intérieure est faible par rapport aux besoins totaux de la population pour le dernier semestre de l'année 2011, soit 846 000 disponibles contre 907 900 t d'EC en besoins ;
- Le déficit global est estimé à 61 900 t d'EC ;
- Un faible niveau d'importation commerciale projetée par le Gouvernement de 25 000 t d'EC ;
- Un faible niveau d'aide alimentaire prévue par le PAM et établie à 13 033 tonnes d'Equivalents céréales ;
- Un déficit non couvert de 23 827 t d'EC représentant 18% des disponibilités intérieures qui incluent les besoins de consommation et les besoins en semences ;
- Les besoins en semences pour la saison 2012 A sont estimés à 100 100 TEC.

VII. DISPONIBILITE ET ACCESSIBILITE ALIMENTAIRE DES MENAGES 2011 B

7.1 Les moyens de subsistance et les sources de revenu

86. Les stratégies de subsistance ont un impact direct sur les déterminants des moyens de subsistance tels que l'accès à la nourriture et la sécurité alimentaire. Et l'analyse des moyens de subsistance montre que stratégiquement les ménages ont tendance à s'engager dans plusieurs activités en vue de réduire leur vulnérabilité à l'insécurité alimentaire, bien que les activités soient fortement liées à l'agriculture.

87. L'Analyse globale de la sécurité alimentaire et de la vulnérabilité (CFSVA 2008) a relevé quatre groupes de subsistance principaux. Les agriculteurs, les vendeurs agricoles, les ouvriers agricoles et les ouvriers représentent 87% de la population. La dépendance à la production agricole pour la subsistance de ces groupes est successivement dans l'ordre de 90%, 62%, 62% et 21%.

88. L'enquête actuelle 2011 B a sollicité des ménages qu'ils fournissent des informations sur les trois activités principales pratiquées durant les six derniers mois pour assurer leur subsistance. Globalement, 19 activités ont été mentionnées (y compris une catégorie « autre »). Pour chaque activité mentionnée, les participants devaient estimer la contribution relative dans le revenu total du ménage. En fin de compte, les ménages à activités similaires ont été regroupés pour arriver à 9 groupes de moyens de subsistance par stratégie. La contribution relative de chaque activité au revenu du ménage se résume comme suit.

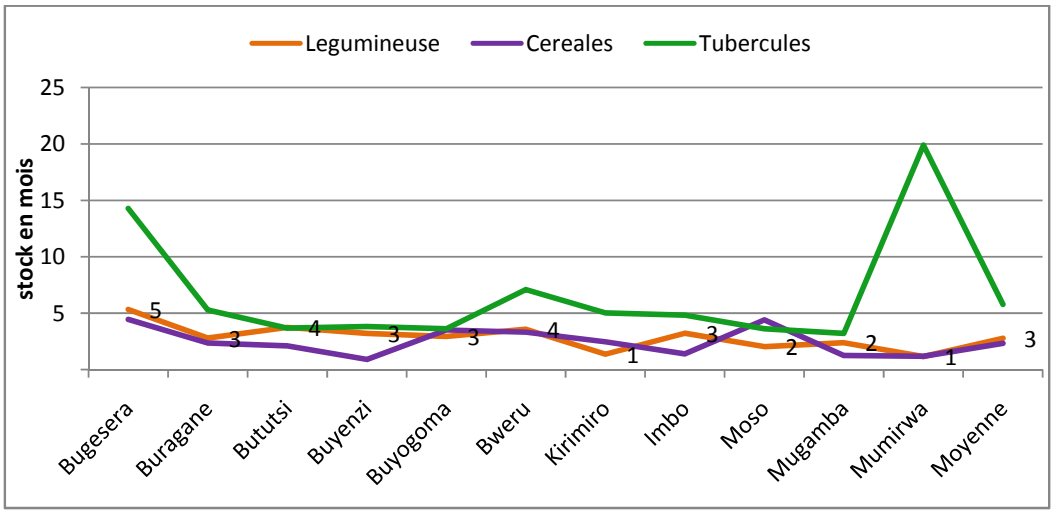
Table 5: Proportions des principales activités pratiquées par les ménages au cours des six derniers mois

Activités	Description	Pourcentage
Agriculture (Agriculteurs)	Ménages avec la plus grande dépendance à la production agricole pour leur subsistance (81% de leurs revenus)	49.5
Main d'œuvre agricole	Ménages avec forte dépendance au travail agricole journalier qui compte pour 81% de leurs revenus mais avec toujours une contribution de la production agricole de 16%	13.4
Agriculture de rente	Ménages dépendant principalement du produit des cultures de rente qui contribue à 44% de leurs revenus avec une contribution additionnelle de 27% provenant de l'agriculture	10.0
Emplois/salariat	Groupe de ménages vivant principalement de l'emploi salarié pour leur subsistance mais dont l'agriculture continue à contribuer à hauteur de 32% de leurs revenus	8.8
Dons/Transferts	Ménages vivant principalement des dons et transferts qui contribuent à 27 % de leurs revenus avec des revenus additionnels provenant de l'agriculture (34%) et de la vente du bois et de charbon (14%)	4.9
Petit commerce	Ménages dont le petit commerce est la principale activité qui compte pour la subsistance avec une contribution moyenne de 64% aux revenus complétés par 26% en provenance de l'agriculture	4.9
Brassage (produits agricoles)	Petit groupe dépendant du brassage (surtout vin de banane) pour leur subsistance. Cette activité génère 47 % des revenus avec des contributions additionnelles de l'artisanat (23%) et de l'agriculture (16%).	3.7
Minier (Exploitation)	Ce petit groupe comprend 3 sous-groupes vivant de l'agriculture et de l'exploitation des ressources naturelles. L'exploitation des ressources naturelles apporte à ce groupe 23 % des revenus alors la vente de l'aide lui apporte 18 % des revenus et le petit commerce 18 %. Le groupe compte aussi sur l'agriculture pour l'autosubsistance.	2.3
Autres	Ce dernier groupe vit principalement des activités autres non spécifiées avec une certaine dépendance sur l'agriculture contribuant à 9 % de leurs revenus.	

Source : Enquête-ménage du PAM, juin 2011

7.2 Estimation des stocks alimentaires

89. A travers l'enquête-ménage, une estimation de la durée des stocks vivriers a été effectuée, en partant de la production des différentes cultures et de la consommation mensuelle ; les réponses sont consignées dans le graphe suivant.



Graphe 11: Durée des stocks disponibles par produit alimentaire, saison 2011 B

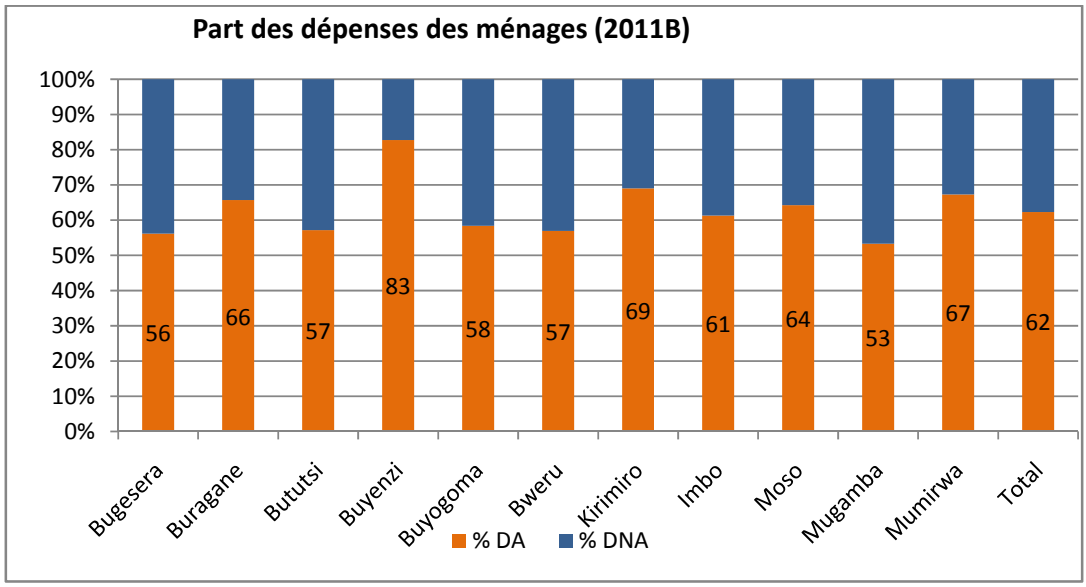
90. Ainsi la durée moyenne des stocks est de 2 mois pour les céréales, 3 mois pour les légumineuses et de 6 mois pour les tubercules. La durée estimée des stocks ne tient pas compte des autres usages qui pourraient l'écourter, dont les semences et les ventes pour achat d'autres biens essentiels non alimentaires.

91. La durée moyenne des stocks la plus faible se trouve dans les régions du Buyenzi (2,6 mois), du Kirimiro (2,9 mois) et du Mugamba (2,3 mois). Cependant, pour la région du Mugamba, deux spéculations agricoles importantes n'ont pas été comptabilisées : le petit pois et le blé, dont les récoltes interviennent fin juillet et août.

7.3 Les dépenses des ménages et la sécurité alimentaire

92. Dans une agriculture d'autosubsistance comme au Burundi, la part des dépenses alimentaires devrait être faible, du moment que l'essentiel de la consommation des ménages devrait provenir de la production propre. Cependant, les études récentes sur la sécurité alimentaire -dont le CFSVA de 2008- ont montré que la part des dépenses alimentaires prend des proportions importantes au détriment des autres dépenses essentielles et de production.

93. Le CFSVA 2008 donne une proportion moyenne de 67% et le CFSAM 2010 B donne 51 % contre 62% aujourd'hui. La région naturelle de Buyenzi va jusqu'à plus de 80% de proportion de dépenses alimentaires. La faible marge de manœuvre pour investir dans la production future conduit à un cercle vicieux de production déficitaire et d'insécurité alimentaire pour la majorité des ménages.



Graphe 12: Comparaison des proportions des dépenses alimentaires et non alimentaires au sein des ménages, 2011B

94. Au niveau du marché il faut noter, qu'après le pic observé en 2008, année où on avait observé le phénomène mondial de la hausse des prix des produits vivriers et du transport, les prix avaient significativement baissé en 2009, pour remonter en 2010. Aujourd'hui, ils ont atteint un niveau supérieur à celui de 2008, surtout pour le haricot.

7.4 Consommation alimentaire des ménages et contexte d'insécurité alimentaire

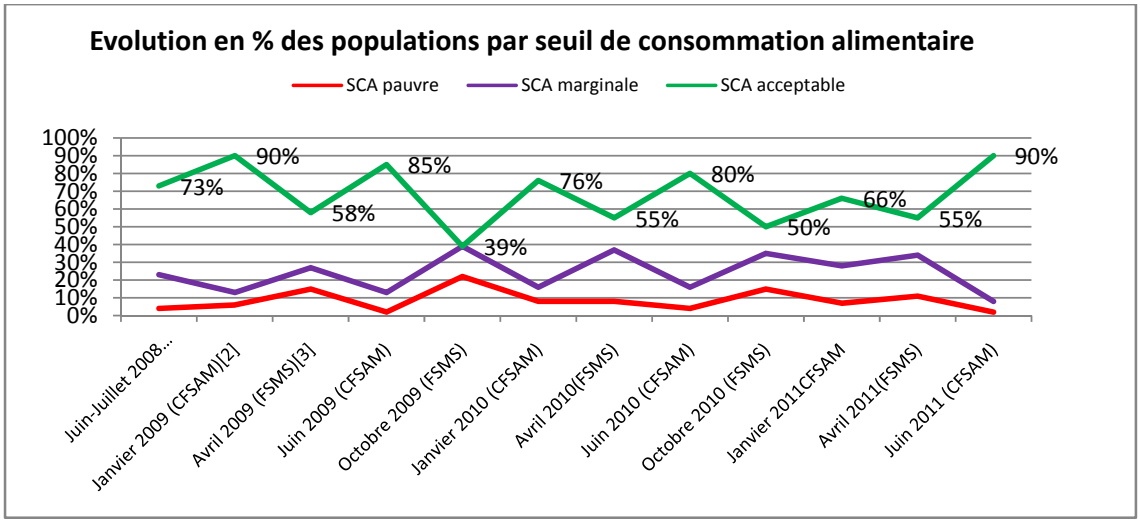
95. La présente évaluation a étudié l'aspect de la consommation alimentaire à travers deux indicateurs : la fréquence des repas pris par jour pris au niveau du ménage, ainsi que le score de consommation alimentaire. L'analyse de la consommation alimentaire provient d'un rappel des événements durant les 7 jours précédant l'enquête et il est admis que la période de l'enquête coïncide avec les récoltes de la saison.

96. Le score de la consommation alimentaire est un indicateur composite (indicateur proxy de l'insécurité alimentaire) utilisé dans le cadre du CFSVA 2008 et dans les analyses antérieures (FSMS), comme indicateur de référence pour déterminer des groupes de consommation alimentaire pauvre, limite et acceptable et l'insécurité alimentaire des ménages.

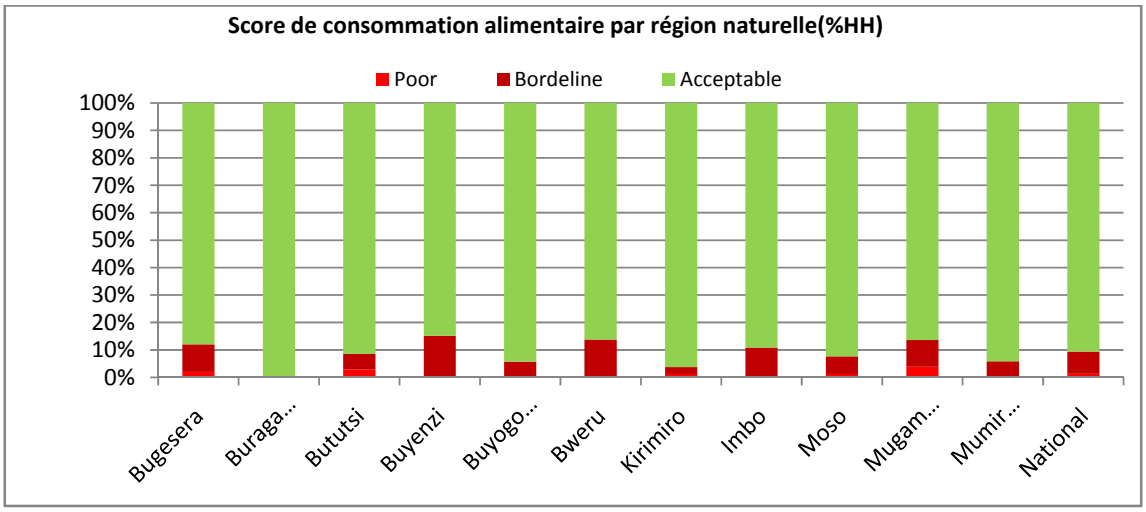
97. Selon le CFSVA 2008, les ménages qui ont une consommation alimentaire limite sont en insécurité alimentaire alors que ceux qui ont une consommation alimentaire pauvre sont en insécurité alimentaire sévère. Même en cette période de récoltes, l'incidence de l'insécurité alimentaire persiste, avec une moyenne nationale qui s'élève à 10% de

la population. Les zones agro-écologiques les plus touchées sont celles du centre et du nord-est.

98. Le suivi régulier de l'indicateur, à travers les analyses CFSAM et FSMS, traduit parfaitement les périodes creuses et de récoltes, avec une meilleure consommation en période de récolte (CFSAM) et une moindre en période creuse (FSMS). En cette période, le nombre de ménages avec une consommation adéquate atteint 90%, ce qui est comparable à 2009 A.



Graphe 13: Evolution des populations par seuil de consommation alimentaire (%)



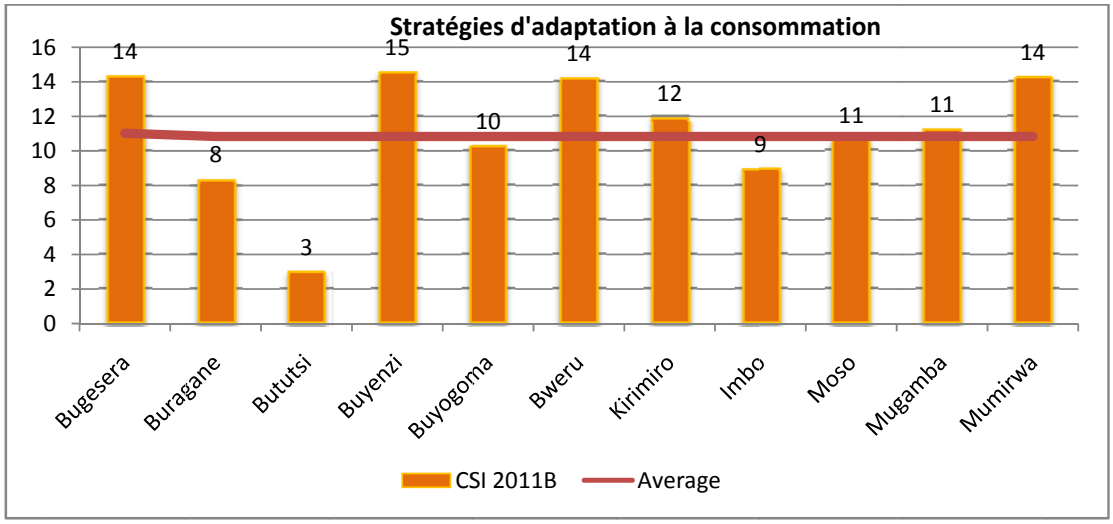
Graphe 14: Comparaison des scores de consommation alimentaire par région naturelle

7.5 Chocs et stratégies d'adaptation à la consommation

99. Pour la première fois, un indice simplifié a été introduit et calculé à partir de cinq stratégies de survie liées à la consommation alimentaire. Plus l'indice est élevé, plus les ménages font appel à ces stratégies liées à l'alimentation, à quel coût les ménages

satisfont à la consommation alimentaire et sont susceptibles de connaître une dégradation de leur sécurité alimentaire ou une aggravation de leur insécurité alimentaire.

100. Au niveau national, la moyenne du score CSI est de 11 pendant que les régions de Bugesera (14), Bweru (14), Mumirwa (14), Kirimiro (12) et Buyenzi (15)[5].



Graphe 15: Comparaison de l'indice de stratégie d'adaptation à la consommation (CSI) par région naturelle

7.6 Marchés et sécurité alimentaire

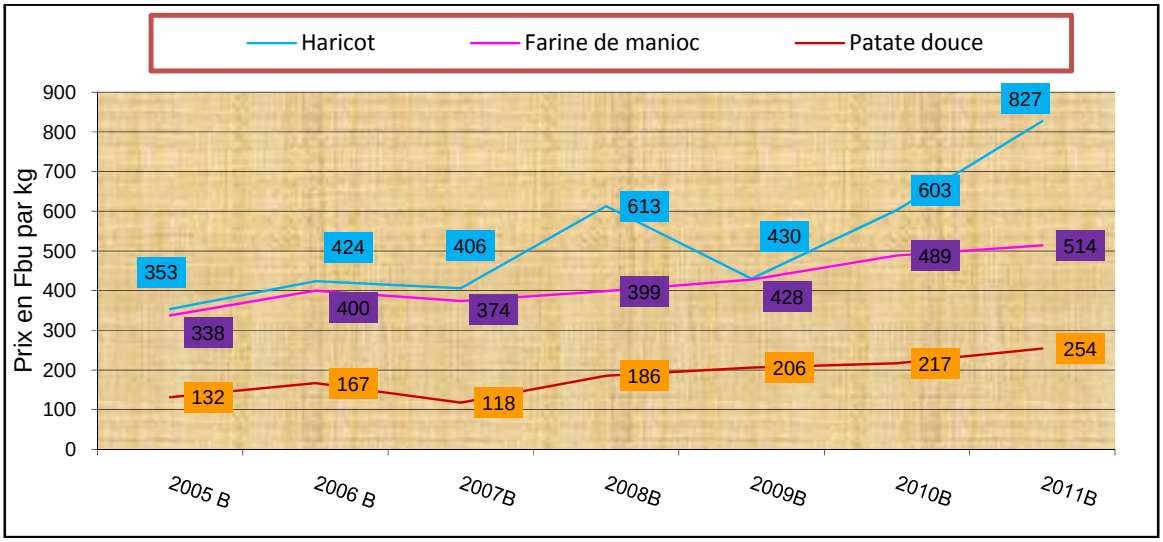
101. Dans un contexte de production agricole structurellement déficitaire, le marché joue un rôle important dans l'alimentation des ménages et particulièrement dans les zones vulnérables et les zones urbaines.

102. Au cours de la saison il faut souligner un aspect nouveau et important sur le marché des vivriers à savoir les corollaires à l'intégration dans l'espace économique des pays de l'Afrique de l'Est ;

103. Déjà, l'analyse de l'OAG[6] avançait de façon générale que : « *…les consommateurs tireront profit de l'augmentation de l'offre et de la réduction des prix qui, normalement, devraient suivre. En revanche, l'accroissement des exportations des produits alimentaires burundais demandés par la sous-région (riz, huile de palme, poisson, le sucre, les fruits, etc.) pourrait stimuler la production à long terme, mais, peut avoir pour effet de court terme, une pénurie au niveau local, accompagnée d'une augmentation des prix à la consommation»*[7].

[5] Avec un score CSI de 32 cela signifierait que le ménage fait recours aux 5 mécanismes presque tous les jours.
[6] OAG : Observatoire de l'Action Gouvernementale
[7] OAG, impact de l'adhésion du Burundi à l'EAC, pg53-54, avril 2009.

104. La mission d'évaluation a remarqué que, malgré l'avènement des récoltes, le prix des vivriers était resté élevé contrairement aux années antérieures et particulièrement pour les céréales et légumineuses. De surcroît, un nouveau et inhabituel mouvement des exportations de certaines céréales (riz et maïs) était observé. En même temps, les importations sont freinées et renchéries en raison de l'imposition systématique de la TVA dès l'entrée dans le pays et par une possible réaction à la crise régionale annoncée du déficit de production céréalière dans les pays de la corne de l'Afrique.



Graphe 16: Evolution des prix des principaux produits alimentaires (2005B à 2011 B)

105. L'évolution des prix à la récolte des 3 des principales denrées les plus consommées par le ménage moyen, depuis 2005 montre que niveau de prix a atteint le niveau le plus élevé au cours de cette saison, dépassant le pic antérieur de 2008. Ainsi, comparés à la moyenne des 5 dernières années, les prix des trois denrées ont connu une augmentation de 67% pour le haricot, de 23% pour la farine de manioc et de 42% pour la patate douce.

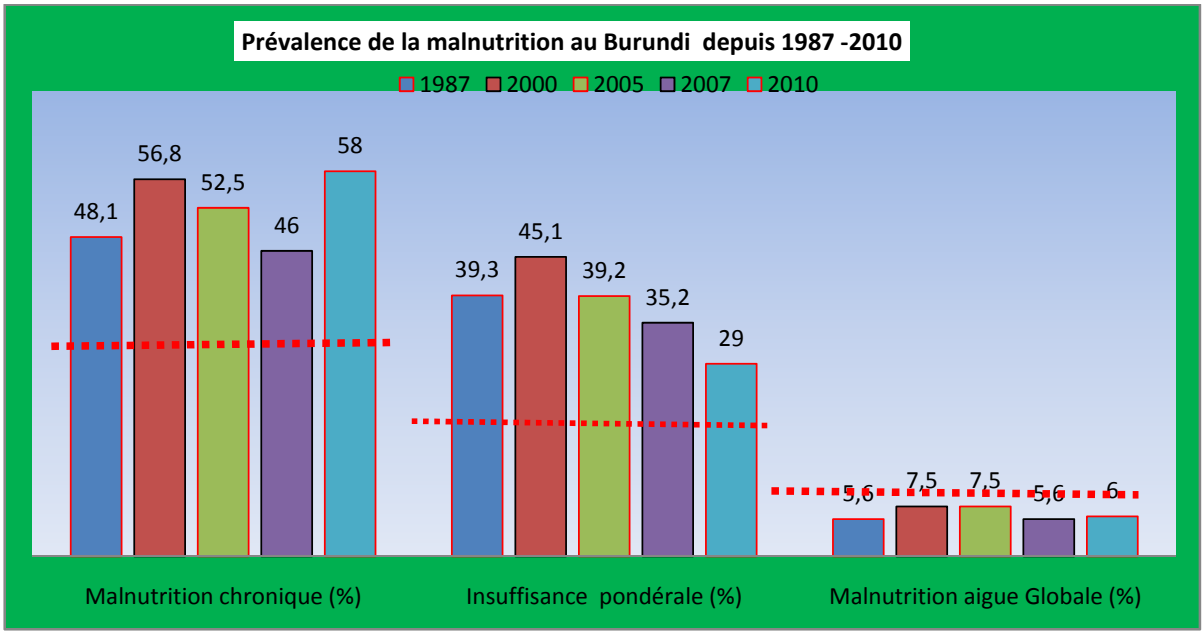
106. D'autre part, le revenu des ménages ne peuvent pas s'ajuster aux chocs conjoncturels des prix en raison d'un important chômage qui amène les agents économiques à travailler à n'importe quel salaire ; cela est valable dans les différents secteurs de l'emploi (formel ou informel et particulièrement pour le travail agricole du monde rural).

VII. LA SITUATION NUTRITIONNELLE AU BURUNDI

107. Les résultats préliminaires de l'enquête démographique et de santé (EDS2010) publiés en mars 2011, ont mis en évidence une tendance à la baisse de la malnutrition aiguë globale et de l'insuffisance pondérale qui ont passé respectivement de 7.5% (en 2005) à 5.6% (2007)puis à 6.0% (en 2010) pour la malnutrition aigüe et de 39.2 % (2005) à 35.2% (2007 puis à 29 % (2010) pour l'insuffisance pondérale.

108. Cependant, ces mêmes résultats font ressortir une situation pour le moins préoccupant de la prévalence de la malnutrition chronique qui n'a cessé d'augmenter, dépassant de loin le seuil critique selon les normes de l'OMS de 40%. En effet comme le montre le tableau ci-dessous, le taux de malnutrition chronique s'est maintenu depuis 1987, au delà du seuil critique et a augmenté jusqu'à 58% en 2010. Cet indicateur place le Burundi parmi les pays les plus touchés par le retard de croissance des enfants de moins de 5 ans dans la sous-région de l'Afrique de l'Est.

Année	Insuffisance pondérale	Malnutrition aiguë globale	Malnutrition chronique	Enquête
1987	39.3	5.6	48.1	EDS
2000	45.1	7.5	56.8	MICS II
2005	39.2	7.5	52.5	ENN
2007	35.2	5.6	46	ENN
2010	29	6	58	EDS



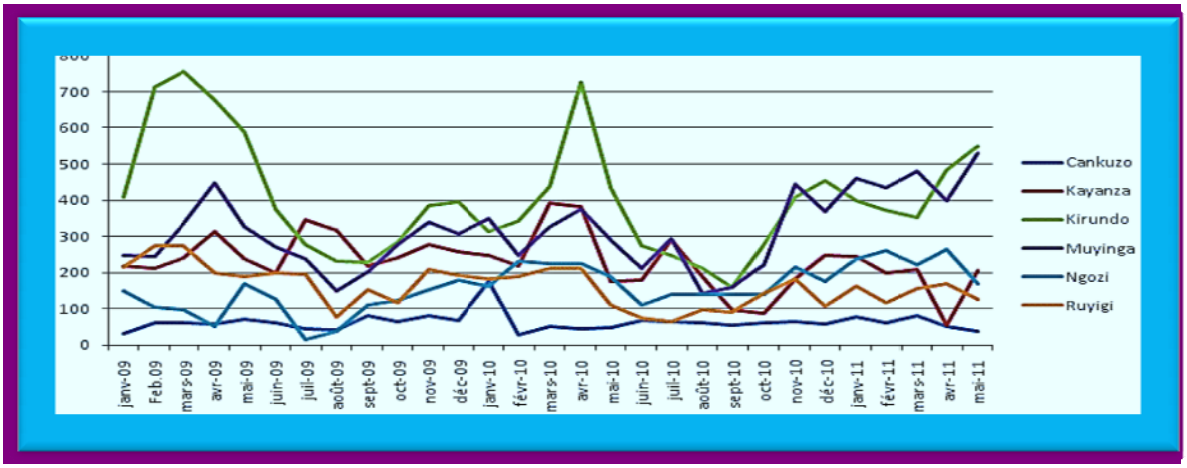
109. Cette haute prévalence de la malnutrition chronique contribue énormément au risque de maintien d'une situation nutritionnelle fragile au Burundi. Tant que l'accès à une alimentation adéquate pour la majorité des ménages reste limitée et que le déficit alimentaire chronique (spécialement dans les régions du Nord-est et des plateaux affectés par les changements climatiques) perdure, tant que l'accès à l'eau potable reste limitée et que les bonnes pratiques d'hygiène de base ne sont pas adoptées par la majorité des populations rurales, la situation nutritionnelle ne pourra guère s'améliorer de manière intégrale. Egalement, l'accès limité aux services de santé dans certaines zones malgré le système de gratuité des soins mis en place, les recours aux soins traditionnels, le faible niveau d'éducation de la femme et le coût élevé de la vie, vont continuer de faire persister les facteurs structurelles qui constituent les causes sous - jacentes de la malnutrition aigue. Les facteurs aggravants qui peuvent découler des problèmes ci-dessus sont susceptibles de faire basculer beaucoup d'enfants dans la malnutrition aiguë aussi longtemps que les stratégies palliatives intégrant tous les secteurs concernés en plus du secteur de la santé dont notamment l'éducation, l'agriculture et l'élevage, l'économie, les finances et le commerce, la solidarité et les affaires sociales, le plan et le développement, la décentralisation et le développement communal.

110. La contribution de tous ces secteurs pourra déterminer un plan stratégique national consensuel déterminant la feuille de route à suivre pour s'attaquer adéquatement à la malnutrition chronique et à ses conséquences à moyen et long terme.L'introduction du paquet des actions essentielles de nutrition dans les activités des services de santé de base et dans les ménages, l'amélioration de l'intégration de la prise en charge de la malnutrition et les autres maladies de l'enfant, les autres volets relatifs à l'alimentation du nourrisson et du jeune enfant , ainsi que la promotion des activités éducationnelles et d'autopromotion au niveau des collines et villages ruraux intégrés pourra enclencher les mécanismes de base

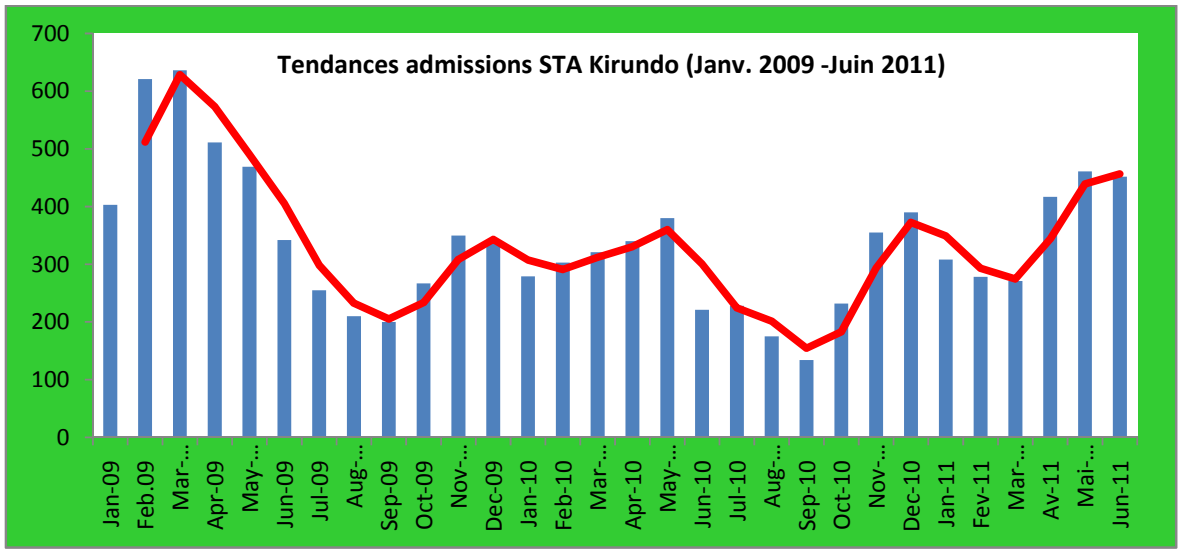
permettant d' assurer une bonne croissance et la prévention de la malnutrition chronique chez l'enfant dès sa conception.

Tendances de nouvelles admissions dans les services de prise en charge intégrée de la malnutrition aiguë.

111. *L'allure des courbes de nouvelles admissions enregistrées dans les services de prise en charge nutritionnelle des provinces ayant les services de prise en charge intégrée de la malnutrition selon l'approche CMAM est restée la même, avec une tendance de saisonnalité des pics d'admissions entre le mois de mars-mai de chaque année (figure 2). Néanmoins, les régions qui ont été les plus affectées par La Nina, ont connu une période de soudure prolongée et continuent d'enregistrer jusque fin juin un nombre élevé de nouveaux cas de malnutrition.*



112. *Le cas de Muyinga et la province de Kirundo (voir figure 3) dont le district sanitaire de Vumbi a été très affecté par l'épidémie de rougeole depuis octobre 2010, illustrent cette exception malgré que l'évaluation des récoltes dans la région a mis en exergue un bon niveau de production dont on ne saurait précocement évaluer l'impact sur la situation nutritionnelle. Idéalement, l'impact des récoltes de la saison B sur le statut nutritionnel des enfants à partir du mois de juin.*



113. Comparativement à l'année 2010, le nombre de cas de malnutrition sévère sans ou avec complications pris en charge dans les SST et STA depuis le début de l'année 2011 est supérieur au nombre de cas admis dans les mêmes services pendant la même période, 13,523 en 2011 contre 11,136 cas en 2010. En plus de la situation fragile qui a caractérisé certaines régions, l'introduction du dépistage systématique des cas de malnutrition dans tous les centres de santé, l'ouverture des services de prise en charge dans les provinces de Bururi, Makamba et Gitega, avec le renforcement des activités de dépistage et référence au niveau des collines par les agents de santé communautaire ont contribué probablement à l'augmentation de ce nombre élevé des cas.

VIII. ZONES A RISQUES DE PRECARITE ALIMENTAIRE ET PRINCIPALES CAUSES (2011B)

8.1 Communes à risque de précarité alimentaire selon les régions naturelles

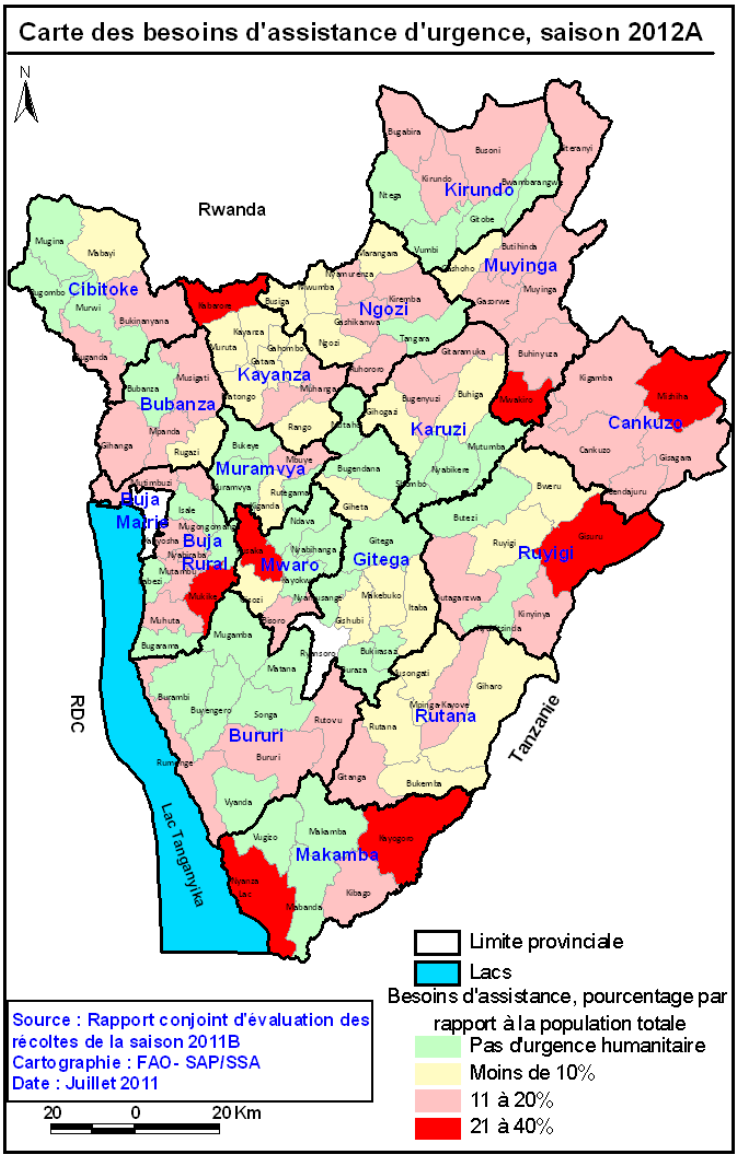
114. Sur le plan de la vulnérabilité due à l'insécurité alimentaire, plusieurs facteurs ont contribué à divers degrés, parmi lesquels on peut citer :
   - les aléas climatiques (déficit hydrique, excès de pluies, grêle, vents violents, inondations etc. .) ;
   - les maladies des cultures (mosaïque du manioc, flétrissement bactérien du bananier, moisissure sur le haricot, etc.) ;
   - les problèmes liés à la réinstallation des rapatriés, dont l'accès limité à la terre et les conflits fonciers ;
   - le problème de surpopulation à l'origine du morcellement et exigüité de terres entraînant leur surexploitation, leur dégradation et leur stérilité ;
   - les séquelles de plus d'une décennie de guerre civile et de plusieurs saisons précédentes de mauvaises productions.

115. Tenant compte de tous ces facteurs cités, le constat est que les communes les plus touchées par l'insécurité alimentaire se trouvent dans les régions naturelles du :
   - Moso, Imbo, Bweru et Buyogoma (niveau très élevé ***) ;
   - Bugesera, Kirimiro, Buyenzi, Buragane et Mumirwa (niveau élevé **) ;
   - Bututsi et Mugamba : régions naturelles avec un niveau modéré de vulnérabilité.

116. Les détails de ces communes identifiées par la mission pour la saison 2011 B se trouvent à l'annexe 4.

8.2 Besoins d'assistance humanitaire

117. Les besoins d'assistance agricole pour l'installation de la saison 2012 A ont été identifiés par la FAO/CAUR, comme compilé sur la carte suivante.



118. Les besoins d'assistance alimentaire ont été recensés par le PAM, comme montré dans le tableau qui suit.

Provinces	Recensement 2008	Projection 2011	% population en insécurité alimentaire	Population en insécurité alimentaire
Bubanza	390 532	426 745	7%	28 274
Bujumbura	559 060	610 900	7%	43 410
Bururi	550 243	601 265	9%	54 004
Cankuzo	225 392	246 292	7%	16 342
Cibitoke	535 624	585 291	9%	51 191
Gitega	809 687	884 766	4%	34 771

Karuzi	469 824	513 389	11%	54 550
Kayanza	644 299	704 043	16%	113 610
Kirundo	665 489	727 198	12%	89 196
Makamba	459 229	501 812	4%	19 560
Muramvya	306 839	335 291	5%	17 814
Muyinga	655 783	716 592	14%	97 119
Mwaro	283 672	309 976	7%	21 253
Ngozi	795 381	869 134	18%	155 575
Rutana	325 497	355 679	6%	20 344
Ruyigi	385862	421 642	7%	28 458
Total	**8 062 413**	**8 810 016**	10%	**881 000**

Source : Données du PAM

119. Sur base des résultats de l'évaluation, la population en insécurité alimentaire a été estimée à environ 881 000 personnes[8]. L'estimation de la population en insécurité alimentaire n'est qu'à titre indicatif, parce qu'elle ne tient compte que de la période de récolte sauf pour la région de Mugamba qui attend encore la récolte du petit pois et du blé (fin juillet et août).

120. Les résultats de l'évaluation des récoltes renforcent l'idée des interventions en cours dans les régions prioritaires en insécurité alimentaire (nord et nord-est) identifiées sur base du CFSVA 2008. De manière additionnelle, les régions à forte pression démographique (Buyenzi, Bweru et Kirimiro) devraient bénéficier des interventions en raison de leur faible niveau de production (moyenne de 2 mois de stocks) et de leur forte dépendance du marché (plus de 70% des dépenses).

8.3 Réponses des intervenants

8.3.1 Interventions de la FAO/CAUR

a) Ménages vulnérables

[8] 132 000 ménages en insécurité alimentaire sévère avec une alimentaire pauvre et 748 000 en insécurité alimentaire avec une consommation alimentaire marginale

121. Dans le but d'apporter une réponse adéquate aux populations vulnérables la FAO, en collaboration avec les autres intervenants dans la sécurité alimentaire, tiendront comme d'habitude une réunion de coordination en vue de mieux planifier les interventions de la saison 2012 A dans le but d'éviter les chevauchements.

122. La FAO apportera une réponse constituée par une assistance en divers intrants, à travers la distribution de semences maraîchères, boutures de manioc et patate douce, semences de soja, semences de tournesol et d'autres intrants, à travers le système des foires aux semences.

123. Le choix des bénéficiaires de l'assistance agricole sera effectué par la population elle-même, appuyée en cela par le partenaire de terrain de la FAO et en suivant les critères de ciblage se trouvant en annexe 9 du présent document.

b) Appui à la multiplication des semences

124. Dans le cadre des multiplications de semences/matériel de qualité et de l'approche Champ Ecole Paysan (CEP) de saison 2012 A, la FAO distribuera des semences de maïs (8 t), de riz (15 t), d'arachide (3,75 t), de soja (1 t), de tournesol (0,75 t), de pomme de terre et de manioc (2 000 000 boutures) comme montré dans l'annexe 10.

8.3.2 Les interventions programmées par le PAM (juillet-décembre 2011)

125. Dans le cadre des deux projets en exécution, à savoir le programme de pays (PP200119) et l'intervention prolongée de secours et de redressement (IPSR 200164), il est prévu pour la période de juillet à décembre 2011 environ 14 827 tonnes de vivres d'assistance. Les axes d'interventions sont entre autres :

- Appui à l'éducation préscolaire et primaire ;
- Assistance nutritionnelle aux groupes vulnérables ;
- Appui au redressement et développement communautaire ;
- Les distributions générales ;
- L'assistance aux réfugiés et rapatriés ;
- L'alimentation en institutions ;
- Le relèvement communautaire.

126. La ventilation de l'assistance prévue se présente comme suit.

Table 6: Programme d'assistance du PAM, de juillet à décembre 2011

	Bénéficiaires		Volume (tonnes)	
Mois	**CP**	**IPSR**	**CP**	**IPSR**
Juillet	39 455	75 725	377	1 047
Août	4 695	81 750	445	1 102

Septembre	11 975	101 750	125	1 285
Octobre	243 250	294 750	1 174	2 830
Novembre	247 773	290 750	1 170	2 793
Décembre	251 013	101 750	1 199	1 285
Total	**611 726**		**14 832**	

Source : Données du PAM, juin 2011

127. Des 611 726 bénéficiaires déjà prévus, il faut noter qu'environ 250 000 sont déjà dans des programmes spécifiques prédéfinis (Appui à l'éducation préscolaire et primaire - Assistance nutritionnelle aux groupes vulnérables- L'assistance aux réfugiés et rapatriés- L'Alimentation en institutions).

128. Cependant, en référence au premier semestre, la mobilisation des vivres pour le programme de pays n'a été qu'à hauteur de 44% des planifications. Partant de l'hypothèse de la mobilisation des ressources du premier semestre, la capacité d'assistance pour le second semestre serait de 13 033 tonnes au lieu des 14 832 tonnes prévues.

9. CONCLUSIONS ET RECOMMANDATIONS

9.1 Conclusions

129. Au terme de ce travail d'évaluation des récoltes, des approvisionnements alimentaires et de la situation nutritionnelle de la saison 2011 B, il sied de formuler quelques conclusions et recommandations issues des principales observations.

130. Malgré la prévalence de conditions pluviométriques ayant contribué à une légère augmentation des productions de l'ordre de 3%, force est de constater que ces dernières ne couvrent pas les besoins de consommation d'une population en croissance galopante. En effet, la production vivrière par habitant est de 93 kg d'EC, alors que les besoins s'élèvent à 95kg/habitant destinés à fournir 2100 kcal/personne/jour (estimations de l'OMS) pendant six mois. Il se dégage un déficit de 3 kg/habitant pour la même période, seulement si on ne tient pas compte des diverses utilisations destinées à couvrir les besoins en semences, les ventes et dons divers, etc. dont la quantité reste difficile à estimer.

131. Du coup, on se rend compte que les stocks en vivres pour les six prochains mois demeurent largement insuffisants et on s'attend à l'accroissement sensible de la vulnérabilité due à l'insuffisance alimentaire. De même, des stratégies sévères d'adaptation telle que la réduction du nombre de repas journaliers sont attendus dans les prochains jours, même si cette fréquence (2) est encore normale en période de récoltes.
132. Selon les données recueillies et traitées par le PAM, même en cette période de récoltes, les ménages en insécurité alimentaire sont estimés à 10% sur l'ensemble du territoire national et les zones les plus touchées sont particulièrement celles du nord-est et du centre.
133. Parmi les facteurs d'aggravation de cette situation figurent : la flambée incessante des prix des produits de première nécessité, la dévaluation de la monnaie nationale, le système EAC de taxation à l'importation en vigueur qui limite cette dernière, etc.

134. A tout cela s'ajoutent les problèmes, devenus actuellement presque structurels, auxquels l'agriculteur n'a cessé d'être confronté depuis plus d'une décennie et qui devraient trouver une ébauche de solution en vue de préparer correctement la saison 2012A. Il s'agit de la faible disponibilité des intrants agricoles (semences et particulièrement des semences de qualité, engrais chimiques et fumure organique) ainsi que de la faiblesse du système d'encadrement.
135. D'autres défis qui demeurent, actuellement, sans réponses satisfaisantes, c'est l'exigüité des terres, la démographie galopante, l'apparition de nouvelles pathologies sur les cultures, etc. qui fragilisent davantage la sécurité alimentaire des ménages.

9.2 Recommandations

136. Dans l'immédiat, le Gouvernement est interpellé pour apporter certaines réponses d'urgence aux problèmes ressentis comme tels. Il s'agit principalement d'augmenter le

niveau national des stocks vivriers en encourageant les importations vivrières. Les importations vivrières venant sous forme d'aide ou d'importation commerciale, il s'agit d'engager le plaidoyer sur l'éventualité du besoin d'aide alimentaire auprès des organisations internationales et d'adopter des mesures d'allègement des contraintes à l'importation : la réduction du taux de tarification de produits dits sensibles mais dont le stock au pays est faible, l'information des acteurs commerciaux sur le certificat d'origine de l'EAC, etc.

137. Face à l'exportation massive de certains produits vivriers comme le riz, le maïs ou d'autres, le Gouvernement devrait prendre les mesures nécessaires pour ralentir et même arrêter ce mouvement. En l'absence de ces mesures le risque est grand d'épuiser très rapidement les stocks vivriers issus des récoltes de la saison 2011 B

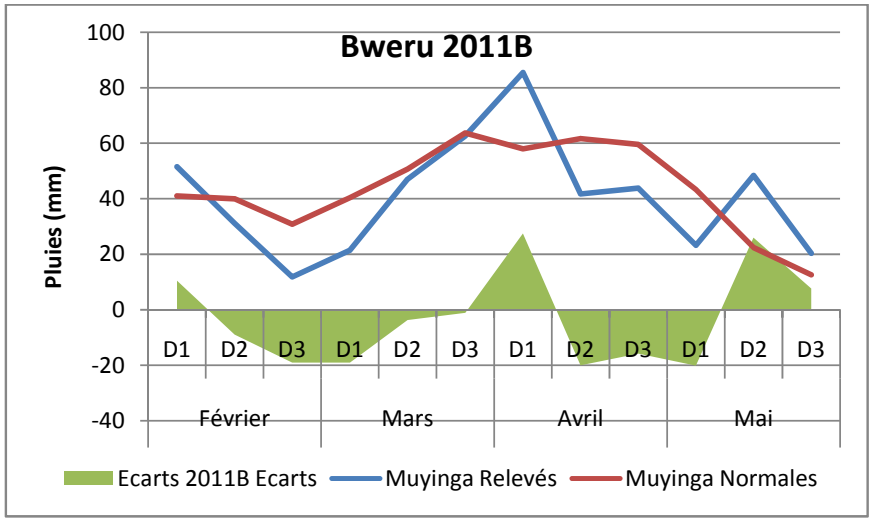
138. Ensuite, le Gouvernement doit également envisager les enjeux de la saison 2012A qui devrait bénéficier de l'attention nécessaire en faveur de sa préparation, compte tenu du contexte régional actuel de pénurie alimentaire et/ou famine qui risque de détourner l'attention des bailleurs de fonds vers des situations plus urgentes en Somalie, Ethiopie, Djibouti et Nord Kenya et cela pour un temps pouvant être relativement long. En particulier, envisager la disponibilisation des intrants agricoles de la saison 2012 A, l'appui agricole aux ménages vulnérables, en concentrant tous les efforts sur le matériel sain de plantation des principales cultures de soudure (boutures de manioc et de patate douce) résistantes aux aléas climatiques.

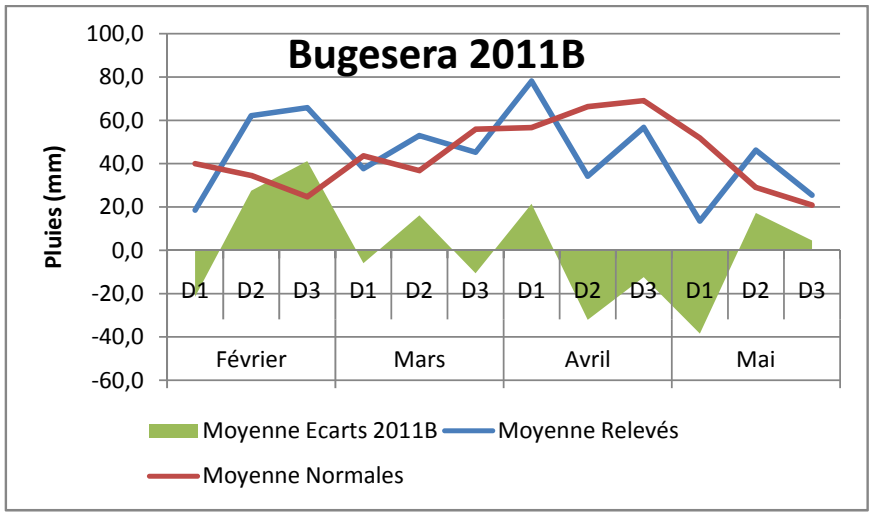
139. Quant à la culture du bananier attaquée par le flétrissement bactérien, une lutte sans merci doit être engagée et revêtir un niveau satisfaisant de priorité dans la politique agricole du pays. La sensibilisation à la destruction totale de la bananeraie existante en vue de son remplacement ne sera certainement pas facile selon la mentalité de l'agriculteur burundais; cependant, il faudra passer par là et prévoir un nombre important de rejets résistants à la maladie qui sont déjà sollicités avec la saison A qui s'annonce.

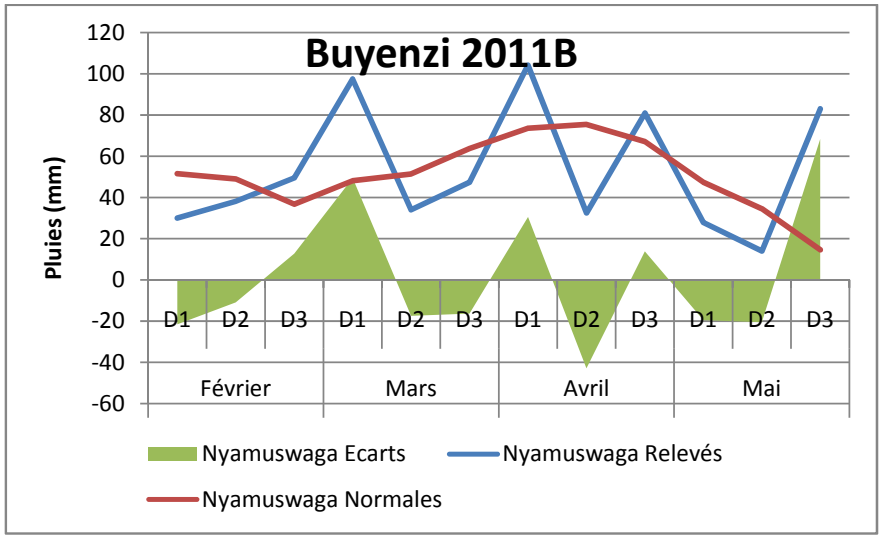
140. De façon stratégique, la mission recommande au Gouvernement de sensibiliser davantage les populations sur le contrôle des naissances, les alternatives d'emplois non agricoles, la vulgarisation des techniques modernes dans les exploitations agricoles, l'aménagement des marais non encore exploités ou exploités de façon non rationnelle pour maximiser la disponibilité des terres cultivables.

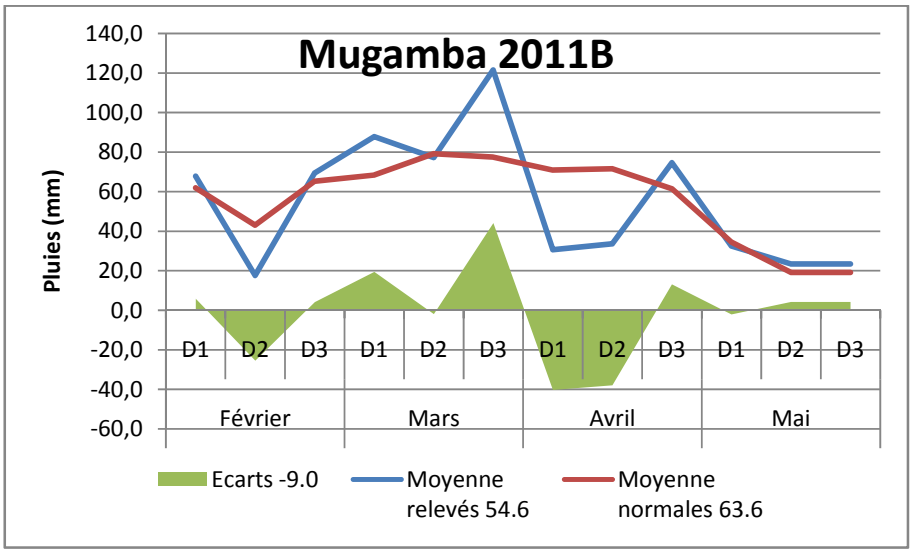
Annexes

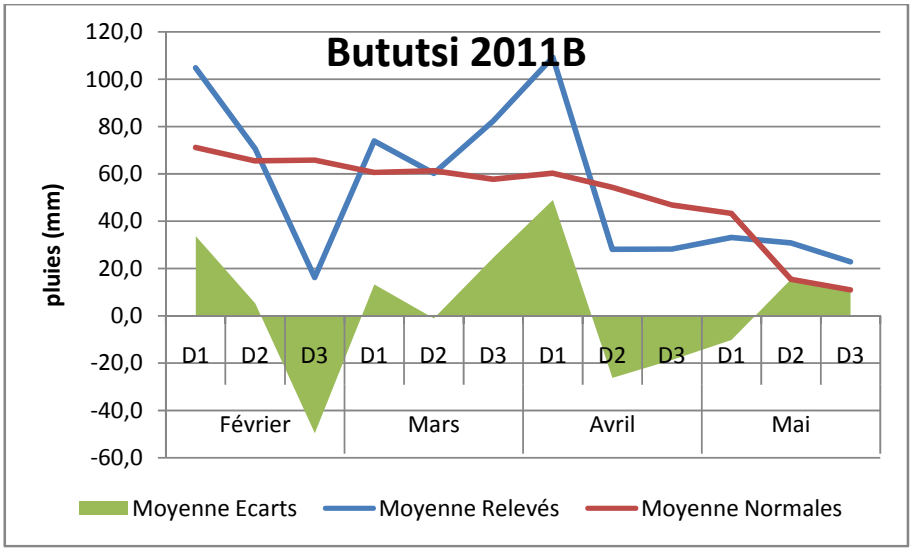
Annexe 1 : Données des stations IGEBU, 2011B

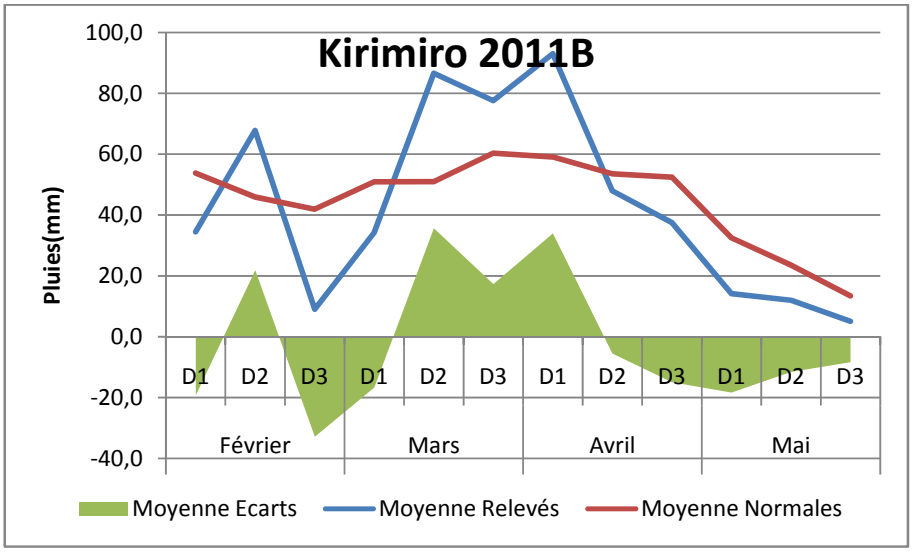


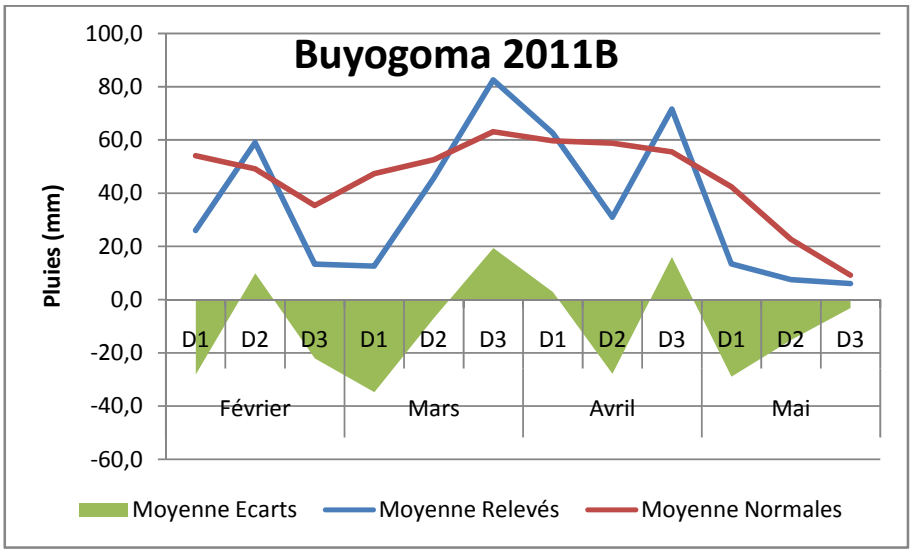


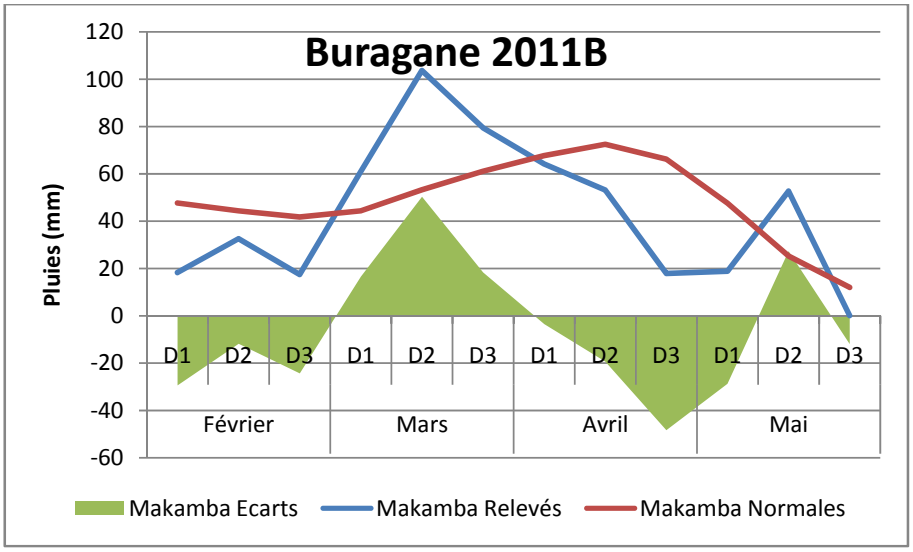


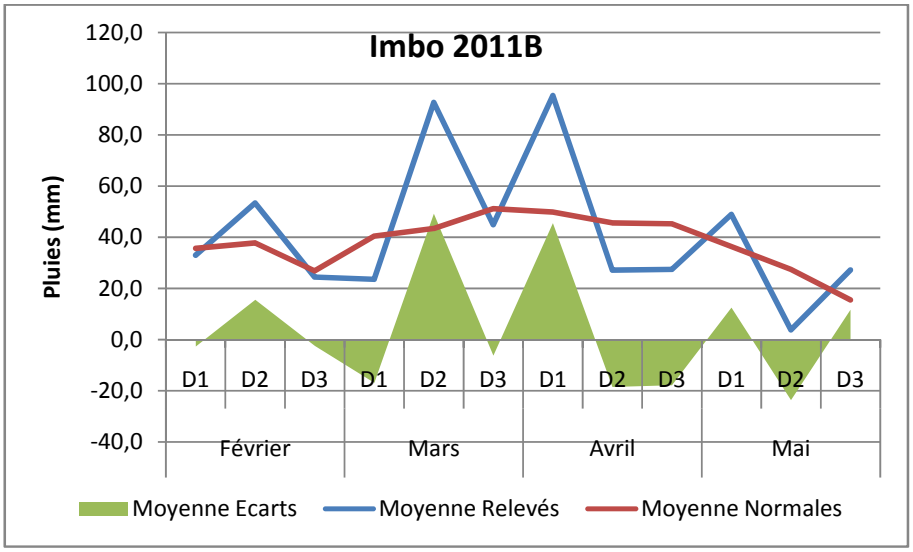

Mugamba 2011B
Pluies (mm)
140,0
120,0
100,0
80,0
60,0
40,0
20,0
0,0
-20,0
-40,0
-60,0
D1 D2 D3 D1 D2 D3 D1 D2 D3 D1 D2 D3
Février
Mars
Avril
Mai
Ecarts -9.0
Moyenne relevés 54.6
Moyenne normales 63.6

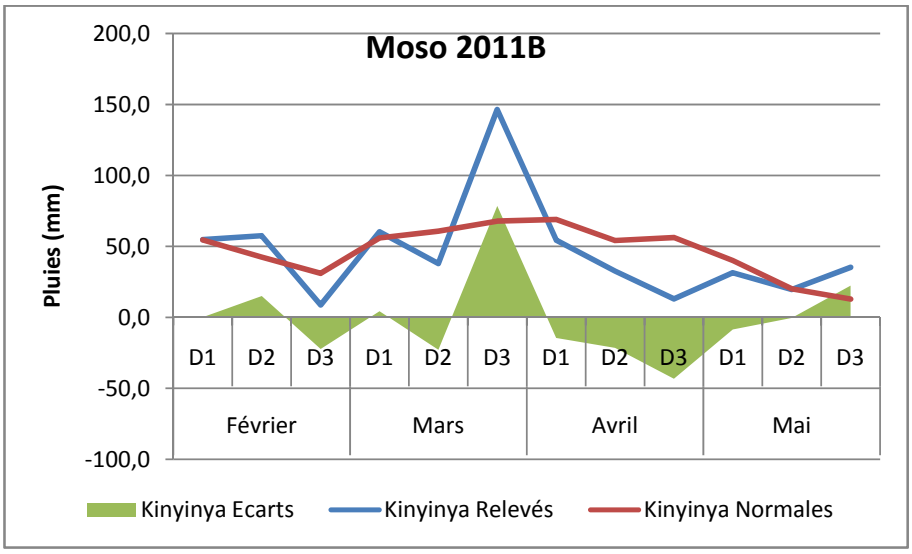

Bututsi 2011B
pluies (mm)
120,0
100,0
80,0
60,0
40,0
20,0
0,0
-20,0
-40,0
-60,0
D1 D2 D3 D1 D2 D3 D1 D2 D3 D1 D2 D3
Février
Mars
Avril
Mai
Moyenne Ecarts
Moyenne Relevés
Moyenne Normales


Kirimiro 2011B
Pluies(mm)
100,0
80,0
60,0
40,0
20,0
0,0
-20,0
-40,0
D1 D2 D3 D1 D2 D3 D1 D2 D3 D1 D2 D3
Février
Mars
Avril
Mai
Moyenne Ecarts
Moyenne Relevés
Moyenne Normales


Buyogoma 2011B
Pluies (mm)
100,0
80,0
60,0
40,0
20,0
0,0
-20,0
-40,0
-60,0
D1 D2 D3 D1 D2 D3 D1 D2 D3 D1 D2 D3
Février
Mars
Avril
Mai
Moyenne Ecarts
Moyenne Relevés
Moyenne Normales


Buragane 2011B
Pluies (mm)
120
100
80
60
40
20
0
-20
-40
-60
D1 D2 D3 D1 D2 D3 D1 D2 D3 D1 D2 D3
Février
Mars
Avril
Mai
Makamba Ecarts
Makamba Relevés
Makamba Normales


Imbo 2011B
Pluies (mm)
120,0
100,0
80,0
60,0
40,0
20,0
0,0
-20,0
-40,0
D1 D2 D3 D1 D2 D3 D1 D2 D3 D1 D2 D3
Février
Mars
Avril
Mai
Moyenne Ecarts
Moyenne Relevés
Moyenne Normales



Annexe 2 : Intrants distribués par la FAO/CAUR aux ménages vulnérables / foires

Types d'intrants	Quantités apportées (kg)	Quantités vendues (kg)	Proportion d'achat (%)
Haricot	1382143.5	880885.5	64
Blé	4134	1363.5	33
Eleusine	31.5	31.5	100
Maïs	537.5	476.5	89
Petit pois	224	114	51
Pois cajan	228	58	25
Pomme de terre	3060	939	31
Engrais DAP	39758	24647.5	62
Urée	645.5	260	40
Houes	329	197	60
Machettes	1256	757	60
Manches	108	11	10

Annexe 3 : Quantités de semences accordées par la FAO/CAUR dans le cadre des multiplications

Espèces	Variétés	Superficies	Quantité (kg)
Haricot	Makutsa	50	5000
	More	10	1000
	S/Total	**60**	**6000**
Arachide	**Mambolewa**	**331**	**50000**
Sorgho	**SVR 8**	67.5	1350
	SVR 157	10	200
	5DX 160	5	100
	S/Total	**82.5**	**1650**
Manioc		**27 200**[9]	**13 600 000**[10]
Patate douce		**85 000**[11]	**42 500 000**[12]

[9] Ménages bénéficiaires
[10] Boutures de manioc
[11] Ménages bénéficiaires
[12] Boutures de patate douce

Annexe 4 : Communes à risque d'insécurité alimentaire par région naturelle

Régions naturelles	Communes	Causes principales
1. Imbo* **	Gihanga*, Rumonge **, Kanyosha*** Mutimbuzi***	-Déficit hydrique -Aléas climatiques et Rapatriés -Déficit hydrique et grêle
2.Moso * **	Gisuru***, Mishiha***, Kayogoro ***, Kinyinya **, Cendajuru**, Gisagara **	-Déficit hydrique, fortes pluies mêlées de grêle - Déficit hydrique, rapatriés et surpopulation (conflits fonciers) -Déficit hydrique, fortes pluies mêlées de grêle
3.Bugesera **	Bugabira **, Busoni **, Kirundo**,Giteranyi**	Séquelles des saisons précédentes
4.Kirimiro **	Bisoro** Mbuye** Itaba*, Gishubi*, Makebuko*, Giheta* Kiganda*	-Fortes pluies et grêle -Déficit hydrique et grêle -Grêle et surpopulation -Déficit et grêle
5. Buragane **	Kibago**	Mosaïque du manioc, Rapatriés sans référence et Réfugiés de 1972(problèmes fonciers)
6. Mumirwa **	Muhuta**, Nyabiraba **	Déficit hydrique, grêle et vents violents
7. Mugamba *	Kabarore***, Bukinanyana** Musigati* Mukike**, Rusaka**, Gisozi*	Grêle et sols stériles Excès de pluies et grêle Grêle et flétrissement bactérien du bananier Grêle et excès de pluies
8.Buyenzi *	Busiga**, Ruhororo** Marangara**, Nyamurenza**, Mwumba*,	- Excès de pluies mêlées de grêle et vents violents - Excès de pluies mêlées de grêle

	Gashikanwa* Kiremba** Butaganzwa*, Gatara*, Kayanza*, Muhanga*, Rango*, Gahombo*	 - Grêle et surpopulation - Excès de pluies et vents violents pour ces communes
9.Bweru ***	Muyinga***, Butihinda* Bugenyuzi***, Gitaramuka**, Buhiga*	- Retard des pluies, déficit hydrique, Excès de pluies mêlées de grêle et flétrissement bactérien du bananier -Grêle sur les 3 communes de Karusi
10. Buyogoma***	Mwakiro**, Buhinyuza**, Mpinga Kayove** Gitanga** Cankuzo*, Bweru*	-Déficit hydrique, fortes pluies, grêle et vents violents -Semis tardifs, grêle et sols stériles -Pluies irrégulières, grêle et inondation - retard des pluies suivis de déficit puis excès de pluies et grêle
11.Bututsi *	Bururi** Rutovu**	- Excès de pluies et grêle - Irrégularité des pluies et sols stériles

Annexe 5: Production des cultures par province

Culture		Bubanza	Bujumbura	Bururi	Cankuzo	Cibitoke	Gitega	Karusi	Kayanza	Kirundo	Makamba	Muramvya	Muyinga	Mwaro	Ngozi	Rutana	Ruyigi	Total
Haricot	**Var %**	3	1	-5	-20	-10	9	-5	-5	20	10	5	-10	2	5	4	7	3
	2011 B	1713.92	1534.19	3021	2241.6	2221.2	17918.51	11060.85	15275.05	35248.8	1669.8	11299.05	19463.4	3691.38	23731.05	1468.48	4054.23	155612.51
	2010 B	1664	1519	3180	2802	2468	16439	11643	16079	29374	1518	10761	21626	3619	22601	1412	3789	150494
P.pois	**Var %**	5	10	0	-5	-5	0	-5	3	10	2	15	-5	2	2	0	1	2
	2011 B	84	383.9	2622	266.95	240.35	5074	1459.2	4397.07	1210	381.48	1530.65	1206.5	457.98	2594.88	261	484.8	22655
	2010 B	80	349	2622	281	253	5074	1536	4269	1100	374	1331	1270	449	2544	261	480	22274
Mais	**Var %**	-8	0	20	-10	-10	0	-2	4	5	0	0	0	-5	2	3	10	0
	2011 B	1410.36	531	307.2	22.5	2647.8	1430	1417.08	3031.6	5520.9	164	1044	3449	308.75	4178.94	74.16	30.8	25568
	2010 B	1533	531	256	25	2942	1430	1446	2915	5258	164	1044	3449	325	4097	72	28	25514
Sorgho	**Var %**	-5	0	-10	-10	-5	-5	-5	5	20	5	0	2	-5	5	5	2	5
	2011 B	384.75	504	1398.6	7878.6	1994.05	4637.9	2606.8	4694.55	25386	1212.75	3549	14046.42	1518.1	6268.5	5367.6	5406	86854
	2010 B	405	504	1554	8754	2099	4882	2744	4471	21155	1155	3549	13771	1598	5970	5112	5300	83022
Riz	**Var %**	12	5	8	10	8	8	4	2	10	20	0	3	0	8	8	12	10
	2011 B	49142.24	14026.95	5612.76	797.5	6113.88	537.84	1365.52	496.74	484	4585.2	0	836.36	0	4801.68	1424.52	1191.68	91417
	2010 B	43877	13359	5197	725	5661	498	1313	487	440	3821	0	812	0	4446	1319	1064	83019
Eleusine	**Var %**	0	0	0	3	0	-8	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	-1
	2011 B	0	0	625	1981.72	0	1460.96	705	465	0	83	657	478	318	613	1844	1546	10777
	2010 B	0	0	625	1924	0	1588	705	465	0	83	657	478	318	613	1844	1546	10846
Blé	**Var %**	0	10	5	0	0	0	0	3	0	5	20	0	5	0	3	0	8
	2011 B	0	1405.8	2685.9	0	0	135	0	1559.42	0	111.3	2248.8	0	1299.9	11	329.6	0	9787

	2010 B	0	1278	2558	0	0	135	0	1514	0	106	1874	0	1238	11	320	0	9033
Manioc	**Var %**	5	3	10	3	15	5	2	7	7	8	1	2	1	3	5	3	6
	2011 B	4445.7	4759.63	5218.4	4844.09	10358.05	10738.35	3654.66	5337.16	3411.16	2376	2371.48	5490.66	1994.75	6590.97	4994.85	4167.38	80753
	2010 B	4234	4621	4744	4703	9007	10227	3583	4988	3188	2200	2348	5383	1975	6399	4757	4046	76402
Pm terre	**Var %**	3	11	0	-3	-10	-5	-15	8	0	5	-20	0	-5	3	0	3	3
	2011 B	187.46	741.48	42	20.37	48.6	8.55	16.15	1114.56	0	10.5	190.4	0	406.6	44.29	16	29.87	2877
	2010 B	182	668	42	21	54	9	19	1032	0	10	238	0	428	43	16	29	2789
Colocase	**Var %**	1	-5	-5	-3	-3	2	0	0	2	5	-10	0	2	2	0	2	-1
	2011 B	1558.43	1054.5	379.05	160.05	692.58	841.5	496	576	681.36	180.6	554.4	545	268.26	1006.74	342	183.6	9520
	2010 B	1543	1110	399	165	714	825	496	576	668	172	616	545	263	987	342	180	9601
P douce	**Var %**	2	9	10	-5	8	3	1	1	2	10	-5	-5	-2	-2	8	5	0
	2011 B	461.04	2128.77	7877.1	1988.35	1307.88	47813.63	19989.92	34457.16	17445.06	1697.3	18649.45	12364.25	17673.32	38991.26	1504.44	1582.35	225931.28
	2010 B	452	1953	7161	2093	1211	46421	19792	34116	17103	1543	19631	13015	18034	39787	1393	1507	225209
Banane	**Var %**	2	2	3	-5	3	3	2	7	5	-5	2	-5	2	5	5	1	101.95031
	2011 B	3993.3	4242.18	3090	4493.5	4861.6	3958.29	1212.78	7573.46	9232.65	1216	1163.82	8582.3	732.36	8633.1	2404.5	2917.89	68307.73
	2010 B	3915	4159	3000	4730	4720	3843	1189	7078	8793	1280	1141	9034	718	8222	2290	2889	67001
Igname	**Var %**	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	8	0	0
	2011 B	0	77	23	0	951	793	0	0	90	9	0	0	0	0	5	0	1948
	2010 B	0	77	23	0	951	793	0	0	90	9	0	0	0	0	5	0	1948
TOTAL	**Var %**	**9**	**4**	**5**	**-6**	**5**	**3**	**-1**	**1**	**13**	**10**	**0**	**-4**	**-1**	**2**	**5**	**4**	**3**
	2011 B	**63380**	**31393**	**32910**	**24700**	**31445**	**95350**	**43990**	**78990**	**98630**	**13700**	**43260**	**66470**	**28678**	**97470**	**20040**	**21600**	**792006**
	2010 B	**57885**	**30127**	**31361**	**26223**	**30080**	**92163**	**44466**	**77989**	**87168**	**12436**	**43191**	**69382**	**28964**	**95720**	**19140**	**20855**	**767152**

Annexe 6: Evolution des productions industrielles, campagnes de 2000 à 2011

Année	Café vert	Thé sec	Coton graine	Huile de palme	Sucre
2000	18503	7118	2583	12819	18308
2001	16000	9009	2901	9372	18177
2002	36000	8000	3060	18344	17644
2003	5600	7350	3200	13187	20259
2004	34000	7712	4731	19305	20142
2005	7800	7812	4564	10311	19298
2006	31500	6361	3269	13771	18146
2007	8000	6858	2870	11164	20144
2008	24700	6727	2887	12977	18230
2009	6500	6667	2547	12217	14000
2010	24000	8025	1688	11148	18760
2011	13272	7820	2500	22000	20000

Source : Offices et filières y relatives, juin 2011

Annexe 7 : Evolution des effectifs du bétail depuis 2003

	Bovins	**Caprins**	**Ovins**	**Porcins**	**Poules**	**Lapins**
2003	355222	960288	239505	105753	704254	217195
2004	374475	1108952	235611	136360	852954	267544
2005	395741	1194780	2429933	169572	945318	316351
2006	433800	1438713	266510	178737	1142202	102998
2007	479106	1606717	292916	189505	1315788	315112
2008	471614	1616873	281190	166721	1524007	390641
2009	554236	1782227	292147	207181	1610565	410707
2010	596412	2162800	295739	244791	1719296	429314

Source : Rapport annuel 2010 du MINAGRIE

Annexe 8 : Actions de repeuplement du cheptel par différents intervenants, 1er semestre 2011

Intervenants	Bovins	Caprins	Porcins	Volailles	Matériel et produits vétérinaires
FAO		14550		13058	Oui
IPPTE				8400	Oui
PAIVA-B	610	2600			Oui
PARSE		3750	1800	3000	Oui
PRODEMA	181	2359			Oui

Source : Données recueillies par la mission, juin 2011

Annexe 9 : Critères de ciblage des ménages vulnérables bénéficiaires de l'assistance agricole en 2012 A.

Condition principale : avoir accès à la terre

- **Groupe I** : Les personnes de ce groupe sont constituées par *des ménages victimes d'une insécurité alimentaire conjoncturelle,*

Il s'agit de :

***1*er Critère: Ménage** victime des catastrophes naturelles : (aléas climatiques comme la sécheresse, inondations, fortes pluies et grêle et/ou maladies et ravageurs des cultures) ayant occasionnés de pertes énormes de leur production et ne disposant pas des mécanismes adéquats pour résister aux chocs;
2ème Critère : Ménage rapatrié vivant dans les nouveaux villages ruraux intégrés
3ème Critère : Ménage rapatrié récent (moins de 12 mois) en phase de réinstallation sur son exploitation d'origine et sans autre source de revenu;
4ème critère : Personne déplacée en zone périurbaine sans opportunité d'emploi et exploitant de petites parcelles louées ou cédées par l'administration et/ou un autre propriétaire ;

Groupe II : Les personnes de ce groupe sont constituées de *ménages structurellement très vulnérables qui sont assistées pour des raisons d'équité ou qui sont en plus victimes de l'un ou l'autre des facteurs conjoncturels.*

Il s'agit surtout de:

1ère Critère : Orphelins de moins de 18 ans, chefs de famille sans assistance externe[13];
2ème Critère: Ménage avec enfants de moins de 13 ans, ayant en charge une personne active chroniquement malade (HIV-Sida, tuberculose, etc.) ou handicapée, sans autre source de revenu que l'agriculture ni assistance externe;
3ème Critère : Ménage ayant en charge un enfant qui fréquente un centre nutritionnel et/ou qui a moins de 6 mois de guérison.
4ème Critère: Ménage ayant en charge des personnes âgées (plus de 55 ans) non actives, sans assistance externe;
6ème Critère: Veuves/veufs, chef de ménage avec enfants de moins de 13 ans, sans autre source de revenu que l'agriculture et sans assistance externe;
7ème Critère: Familles d'accueil d'orphelins de moins de 13 ans**,** sans assistance externe.

Source : FAO/CAUR, juillet 2011

[13] Pas d'appui de parenté, sans ressource, sans source de revenu

Annexe 10 : Quantités de semences et de matériel de qualité prévues par la FAO/CAUR, 2012A

Cultures	Unités	Quantités prévues (OSRO/BDI/xxxxx/SWE)		Total	Nombre de saisons	Quantités par saison
		Multiplications	CEP			
Maïs	kg	12000	4000	16000	2	8000
Riz	kg	18000	12000	30000	2	15000
Arachide	kg	12000	3000	15000	4	3750
soja	kg	2000	2000	4000	4	1000
Tournesol	kg	1000	500	1500	2	750
Manioc	boutures	4000000		4000000	2	2000000
Pomme de terre	kg	30000		30000	4	7500

Annexe 11 : Estimations et réajustement de la réponse d'assistance alimentaire par le PAM selon les régions naturelles

Zone agro écologique	Population estimée 2011	Estimation de la population en insécurité alimentaire[14]	
		% population en insécurité alimentaire	*Population en insécurité alimentaire. alimentaire*
Bugesera	718251	15%	107738
Buragane	322048	0%	0
Bututsi	424856	0%	0
Buyenzi	1383960	14%	193754
Buyogoma	736450	6%	44187
Bweru	905520	14%	126773
Imbo	461695	5%	23085
Kirimiro	1402859	5%	70143
Moso	492525	10%	50279
Mugamba	652036	0%	0
Mumirwa	1309817	0%	0
TOTAL	**8810017**	**10%**	**608594**

[14] Tenant compte des différents indicateurs clés dont SCA, stocks, dépenses alimentaires, csi etc.